

ENTRE LIGNES



**Traduction :**

**Je n'ai pas demandé à être palestinien,  
j'ai juste eu de la chance**

N°22 • Septembre 2010 • FS 4.- • EUR 2.50.- • Revue trimestrielle

Articles rédigés ou traduits par le :

Collectif Urgence Palestine - Vaud,

Case postale 5724, 1002 Lausanne, Suisse

Email : [info@cupvd.ch](mailto:info@cupvd.ch) / Internet : [www.urgencepalestine.ch](http://www.urgencepalestine.ch)



# SOMMAIRE

## ÉDITORIAL

Le langage de la violence, la loi de la force.....	1
Israël, l'impunité doit cesser.....	3
Flottille de la Liberté: Iara Lee témoigne.....	5

## LETTRE OUVERTE

Lettre ouverte en réponse à Bernard-Henri Lévy.....	11
---	----

## BOYCOTT, DÉSinVESTISSEMENT ET SANCTIONS

Campagne BDS Suisse.....	13
Le Conseil municipal de Swansea interdit de futurs contrats avec Veolia.....	15
Activités BDS.....	16
Campagne « Boycott Désinvestissement Sanctions ».....	17

## TÉMOIGNAGE

Chronique d'une mort planifiée.....	18
Message d'une mère de Gaza : « Nous étreignons l'espoir ».....	26
Entrée à Gaza sur le vif.....	28

## ANALYSE

Salam Fayyad est-il l'homme de la situation ?.....	29
Les intentions non déclarées d'Israël à l'égard de la Palestine.....	30

## ACTIVITÉS

Bateau suisse pour Gaza.....	31
Manifestations.....	33

## A VOIR, A LIRE

Aisheen – Chroniques de Gaza.....	34
Les Matins de Jénine.....	37

HOMMAGES.....	38
---------------	----

## Le langage de la violence, la loi de la force

Le 31 mai 2010, la marine militaire israélienne prend d'assaut dans les eaux internationales la flottille humanitaire faisant voile vers Gaza, assaut au cours duquel ses soldats assassinent neuf volontaires civils désarmés à bord du Mavi Marmara, acte de piraterie caractérisé s'il en est. Mais l'avons-nous entendu dénoncé comme tel par qui que ce soit? Non. On nous parle de la mauvaise préparation de l'opération, de l'inexpérience des commandos, du cafouillage des services de renseignement, de la disproportion des moyens employés... un simple « excès de vitesse » en quelque sorte, sur une route ouverte à la circulation. Est-ce à dire que la marine israélienne a parfaitement le droit de se livrer à la piraterie, contrairement aux pêcheurs somaliens qui, eux, ont pourtant une excuse? (1) On rêve de voir l'armada internationale patrouillant en mer d'Oman escorter les convois vers Gaza...

Tout au long de son histoire, des massacres de la Naqba en 48 à ceux de l'opération « Plomb durci » de l'hiver 2008-2009, de ceux de Beyrouth en 82 à ceux de l'opération « Rempart » en 2002, l'Etat d'Israël a montré jusqu'à la nausée qu'il ne parle qu'un seul langage, celui de la violence, et qu'il ne connaît qu'un seul argument, celui de la terreur. Et une fois de plus, ce 31 mai, il a usé de ce langage pour adresser au monde un double message: que ceux qui manifestent pacifiquement leur solidarité avec le peuple palestinien le font au

péril de leur vie, et qu'Israël s'octroie le droit de les frapper où qu'ils soient, même en dehors de son territoire. Quel sera le prochain « message » ? Le bombardement par les F16 israéliens des locaux du « Tribunal Russell » à Bruxelles?

Nous sommes en droit de nous demander si, pour nous faire entendre d'Israël, nous ne devrions pas, nous aussi, parler le seul langage qu'il comprend. C'est bien ce qu'ont fait, il y a trois-quarts de siècle, les volontaires qui sont venus par milliers défendre la république espagnole les armes à la main; des « brigades internationales » venant prêter main forte à la résistance palestinienne ne seraient pas moins légitimes. Encore faudrait-il que les Palestiniens le demandent, ce qui n'est pas le cas, et, de toute façon, le contexte géopolitique n'est plus celui des années 30.

Fort heureusement, si l'on ose dire, ceux qui ne parlent que le langage de la violence ne respectent en général qu'une seule loi, celle de la force.

Or, la force, nous l'avons, et nous pouvons l'exercer sans recourir à la violence. Nous disposons d'une arme pacifique mais puissante, celle qui a mis à genoux le régime sud-africain de l'apartheid, celle que la campagne « boycott, désinvestissement, sanctions », lancée par de nombreuses ONG, partis et syndicats palestiniens, nous invite à utiliser: le boycott. Lequel peut se mettre en oeuvre à

trois niveaux.

Au niveau individuel d'abord; nous pouvons renoncer à l'achat de produits ou services israéliens, et retirer nos avoirs des banques investissant en Israël.

Au niveau institutionnel ensuite; nous pouvons exiger de nos associations syndicales, sportives et culturelles, etc., qu'elles cessent toute relation avec leurs homologues israéliens, et veiller à ce que nos fonds de pension n'investissent pas en Israël.

Au niveau politique enfin; nous pouvons faire pression sur nos élus et nos autorités pour exclusion d'office des appels d'offres publics les entreprises complices de la colonisation (Alstom n'aurait jamais dû participer au métro lausannois), et pour mettre fin à toute collaboration (militaire d'abord) avec l'Etat d'Israël, tant sur le plan bilatéral que multilatéral.

En bref, nous pouvons mettre l'Etat d'Israël au ban de la communauté internationale, et l'y maintenir tant qu'il bafouera le droit international. Ostracisme? Oui, bien sûr. Mais après tout, puisque l'Etat d'Israël a choisi lui-même de se mettre hors-la-loi, il est normal qu'il en subisse les conséquences.

C'est un combat de longue haleine; il a fallu vingt ans de boycott pour que cède le régime sud-africain, mais les dirigeants israéliens feraient bien de se souvenir que c'est la pression exercée sur l'Afrique du Sud qui a permis d'éviter que l'apartheid ne se conclue dans un bain de sang, comme on pouvait le

craindre dans les années 80. Il nous reste l'espoir, tant pour les Palestiniens que pour les Israéliens, que la campagne « boycott, désinvestissement, sanctions » saura détourner Israël d'une politique aussi suicidaire que meurtrière.



Image Darcy «Je n'avais pas le choix, il m'a attaqué avec un rameau d'olivier »

Raymond George

(1) une population vivant traditionnellement de la pêche dont les ressources halieutiques ont été ravagées par la pêche industrielle n'a guère d'autre choix que la « reconversion professionnelle » dans la piraterie ou la contrebande. - Lire Manon Quéroutil: « Somalie. Dans l'ancre des pirates », in L'Hebdo, Lausanne, n° 48, nov. 2008

## Israël, l'impunité doit cesser ! Une longue liste de massacres

Les soutiens d'Israël s'obstinent à présenter l'armée de l'État sioniste comme « la plus morale du monde ». Et pourtant... Un simple coup d'œil dans les rétroviseurs permet de se rendre compte que l'assaut criminel perpétré contre la Flottille pour Gaza s'inscrit dans une longue série de massacres impunis, parmi lesquels (la liste est loin d'être exhaustive):

- **Deir Yassin, 9 avril 1948:** les milices sionistes Lehi et Irgoun investissent le village palestinien de Deir Yassin. Ces deux groupes sont dirigés par deux futurs Premiers ministres d'Israël: Menahem Begin et Itzhak Shamir. Face à la résistance des Palestiniens, les milices se livrent à un véritable massacre: le village est rasé, les civils massacrés dans leurs maisons et les prisonniers exécutés un à un. Selon les sources, entre 120 et 250 morts.

- **Khan Younis, 3 novembre 1956:** lors de l'offensive consécutive à la nationalisation, par Nasser, du Canal de Suez, l'armée israélienne occupe la Bande de Gaza, alors sous autorité égyptienne. La ville et le camp de réfugiés de Khan Younis sont le théâtre d'un nouveau massacre. D'après l'ONU, 275 morts.

- **Abbassieh, 17 mars 1978:** durant l'invasion militaire du Sud-Liban, l'armée israélienne bombarde sans relâche le village d'Abbassieh. La population ne peut s'enfuir et plusieurs centaines d'habitants se réfugient dans la mosquée, qu'Israël bombarde à son tour. 125 morts, dont 80 dans la mosquée.

- **Sabra et Chatila, 16-17 septembre 1982:** au lendemain de l'assassinat du chef de la milice phalangiste et nouveau président du Liban, Bachir Gemayel, l'armée israélienne occupe Beyrouth-ouest et encercle les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila. L'armée israélienne laisse entrer dans les camps des miliciens phalangistes, qui se livrent à une véritable boucherie. Une commission d'enquête israélienne établira la «responsabilité indirecte» des forces israéliennes et du ministre de la Défense de l'époque, Ariel Sharon. Selon les sources, de 1'000 à 3'000 morts. [*Ce massacre s'inscrit dans la suite de l'offensive israélienne lancée le 6 juin 1982, qui a fait plus de 12'000 morts civils au Liban – ndlr*]

- **Qana, 18 avril 1996:** Israël bombarde une fois de plus le Sud-Liban, officiellement pour «contraindre le Hezbollah à un

cessez-le-feu». Le village libanais de Qana est pris pour cible par les avions israéliens: une fois de plus, les habitants n'ont aucune chance de s'enfuir. Plus de 100 morts.

- **Jénine, avril 2002:** l'armée israélienne occupe la Cisjordanie et ratisse villes, villages et camps de réfugiés pour écraser la résistance palestinienne. Les Palestiniens du camp de Jénine opposent une farouche résistance aux troupes israéliennes, qui vont utiliser tanks, bulldozers, hélicoptères et mitrailleuses lourdes au cœur d'une zone ultra-densément peuplée. 52 morts.

- **Liban, juillet-août 2006:** après un accrochage avec le Hezbollah au cours duquel trois soldats israéliens sont tués et deux autres capturés, les avions israéliens bombardent sans relâche le Liban durant 33 jours. 1 million de Libanais sont contraints de fuir. Plus de 1 million de sous-munitions sont larguées sur le Sud-Liban, ainsi que des bombes au phosphore. 1'300 morts.

- **Gaza, décembre 2008 - janvier 2009:** durant trois semaines, l'armée israélienne mène une offensive sans précédent contre la Bande de Gaza. Bombardements, opérations au sol... La Bande de Gaza est totalement bouclée et les Palestiniens n'ont aucun refuge. Maisons, hôpitaux, écoles de l'ONU sont pris pour cible. Plus de 1'400 morts.

Tiré de *Tout est à nous*, hebdomadaire du Nouveau parti anticapitaliste France, du 3 juin 2010  
sur la Toile: <http://www.npa2009.org/>

## Flottille de la Liberté: Iara Lee témoigne

*Cette interview est une traduction de celle que Iara Lee, directrice du réseau « Culture of Resistance », a accordée à l'émission de radio américaine « Democracy Now ! ». Iara Lee était présente sur le Mavi Marmara lors de l'attaque de la Flotte de la Liberté par l'armée israélienne le 31 mai dernier. Elle a réussi à soustraire aux fouilles israéliennes plus d'une heure d'images que l'on peut consulter sur internet (voir site internet en fin d'article).*

**Juan Gonzalez :** Plus d'une semaine après l'agression mortelle d'Israël sur la flottille de l'aide humanitaire à Gaza, qui fit neuf morts Turcs, des questions demeurent quant à ce qui s'est exactement passé sur le Mavi Marmara et sur les autres bateaux ce fameux lundi matin fatidique. (...)

**Amy Goodman :** Israël a refusé d'accepter une enquête internationale, et a également étroitement contrôlé les images de son raid naval sur la flottille, en saisissant la quasi-totalité de l'équipement photographique et vidéo des passagers à bord du navire, Ils ont également bloqué toutes les communications alors qu'ils menaient leur raid sur les navires. Mais une poignée de gens ont réussi à sortir clandestinement certaines de leurs vidéos, et des photographies. (...) Afin d'en savoir plus, nous avons été rejoints ici à New York par la cinéaste et activiste Iara Lee. Elle dirige le réseau « Culture of Resistance », et fut l'une

des rares américaines sur le Mavi Marmara. Son matériel a été confisqué lors de l'assaut, mais elle a réussi à sortir clandestinement l'équivalent d'une heure de tournage. Iara Lee, bienvenue dans l'émission Democracy Now ! Décrivez nous ce jour là...

**Iara Lee :** Nous étions prêts pour une confrontation, mais nous n'avons jamais pensé que cela allait être aussi violent, une violence disproportionnée. Ainsi, les femmes se préparaient à crier (ndlr : pour protester), et les hommes à être bousculés. Mais quand nous avons vu ces commandos descendant de l'hélicoptère et l'ensemble de ces Zodiacs plein de soldats de la marine venir tout près, à vrai dire, nous n'avions plus de mots. Cela a commencé à vingt-trois heures. Nous avons remarqué les deux navires de la marine Israélienne.

**Juan Gonzalez :** A vingt-trois heures c'est ça ?

**Iara Lee :** Oui, il était vingt-trois heures, et nous étions au milieu des eaux internationales. Et puis, autour de quatre heures du matin, l'assaut a commencé. Et apparemment, leur marque de fabrique, c'est le silence, alors, tout à coup, ils sont venus, les Zodiac nous ont entourés, et les hélicoptères ont fait descendre leurs commandos. C'était le chaos, un chaos total. On demanda aux femmes de descendre plus bas, et de rester calmes et tran-

quilles. Vous le savez, j'étais très préoccupée par mon caméraman, et mes amis, alors je suis montée. Et au moment où je suis juste montée pour voir ce qui se passait, j'ai déjà vu beaucoup de corps blessés et de morts. C'était terrifiant. Dans la salle de presse, les journalistes ont essayé de se cacher. Mais à la fin de l'opération, nous nous sommes fait confisquer tout notre matériel. Pendant le raid, tous les gens avaient des caméras et des appareils photo, mais malheureusement tout a disparu.

**Juan Gonzalez :** Vous dites que vous êtes montée, ce qui signifie que vous étiez dans un pont inférieur quand l'attaque s'est déroulée, et votre caméraman était sur le pont supérieur ?

**Iara Lee :** Oui. Tout le monde bougeait, et tout le monde avait des appareils photo, et leurs caméras vidéo. C'est juste que personne n'a été en mesure de ramener ces images ou ces photos...

**Amy Goodman :** Lorsque vous montrez la vidéo des hélicoptères au-dessus, on peut entendre le bruit d'une explosion. Que se passait-il ?

**Iara Lee :** Je ne peux pas vous donner toutes les informations techniques sur ce qu'est le bruit d'une balle en caoutchouc, ou ce qui est, vous le savez, celui des munitions réelles. Mais évidemment, ils sont venus avec des munitions réelles. Et d'ailleurs, quelques minutes après l'assaut, nous avons entendu le mégaphone dans nos chambres, dans chaque chambre sur le navire, qui disait : « Restez calmes et tranquilles. Ils utilisent des balles réelles. Il n'est pas possible pour nous de résister. Ils ont pris les commandes du navire. Restez calme et surtout, ne résistez pas » . Vous savez, pour les autres bateaux, ils ont utilisé des balles en caoutchouc et des gaz

lacrymogènes, et ils n'ont pas tué les gens. Mais dans notre bateau, ils sont venus pour tuer.

**Juan Gonzalez :** A propos de ces explosions, plusieurs personnes nous ont dit que les explosions se sont produites, et même des coups de feu, avant que tout soldat ait atterri sur le bateau. Est-ce que ce sont des souvenirs confus, ou en êtes-vous sûre ?

**Iara Lee :** Nous n'avions pas d'armes. Et, vous le savez, les hommes prenaient tout ce qu'ils pouvaient se procurer, comme des manches à balai, etc. Et c'était justement tout à fait disproportionné. Et les premiers blessés et les morts sont arrivés très rapidement. Vous savez, vous pouvez voir ici la vidéo. Ils ont réussi à s'emparer de quelques soldats israéliens, mais évidemment, nous étions tellement endoctrinés à la non-violence comme méthodologie que nous n'avons pas tué l'un des soldats Israéliens. En fait, quand ils se sont blessés et commotionnés, ils ont réellement été bien traités par nos passagers. Et le porte-voix ne cessait de répéter : « Nous sommes des civils, n'utilisez pas la violence. Et nous avons des blessés. Nous avons besoin d'aide médicale, parce que nous n'étions pas préparés à prendre médicalement en charge ce genre de personnes blessées mortellement. Mais nous avons été ignorés, et beaucoup de personnes qui ont été blessées ont effectivement fini par saigner et ont fini par mourir.

**Amy Goodman :** Décrivez-nous cela, parce que c'est ce qu'il y a dans le film, et que le récit a été aménagé au cours des jours... même si l'armée israélienne a tout cela en sa possession. Ces images où vous montrez qu'on les tirait l'un après l'autre dehors, et que l'on tentait de les soigner. Décrivez-nous les blessures que vous avez vues.

**Iara Lee :** Comme je l'ai dit, je n'ai fait que

monter et descendre, en essayant simplement d'avoir un aperçu et en m'assurant qu'une partie des gens que je connaissais étaient OK. Mais, vous savez, c'était très chaotique. Je sais juste que, quand ils nous appellent « un bateau de haine », c'est fou, car il est évident que nous étions là pour apporter une aide humanitaire à Gaza, et que ce sont eux en utilisant des balles réelles qui étaient remplis de haine. Au point que l'autopsie montre que certaines personnes décédées avaient reçu près de trente balles. Alors, peut-on dire que la marine israélienne et les commandos sont juste venus jouer à la balle avec nous ? Non, ils sont venus pour tuer. Ils voulaient s'emparer du navire. Et nous étions en réalité en fuite, car nous ne voulions pas de ce genre de confrontation lourde. Mais ils sont venus au milieu des eaux internationales pour nous maîtriser.

Je pense que l'erreur de calcul a été que les Israéliens ont pensé que grâce à leur système de brouillage par satellite le monde n'aurait pas accès à l'information. Mais ils ne savaient pas que nous avions un système de sauvegarde qui a été en mesure de retransmettre en direct certains événements. Et, évidemment, il faisait noir dans le milieu de l'océan, alors ils pensaient avoir pris toutes les précautions pour qu'aucune information ne sorte. Ils voulaient être les seuls à détenir l'information. Mais nous étions des centaines de personnes à filmer et à prendre des photos, même certains d'entre nous n'ont pas réussi à ramener, comme vous le savez, des photographies et des séquences vidéo. Aujourd'hui, nous montrons les premières, des images non censurées, et tout le monde peut prendre la mesure de ce qui s'est réellement passé. Et nous allons les rendre disponibles au monde entier, pour les enquêtes.

**Juan Gonzalez :** Une chose intéressante, dans la vidéo que vous montrez ici, de toute évidence, à l'extérieur, il fait très sombre, et

sans une lumière, il est difficile de comprendre ce qui se passe. Mais dans les images que les Israéliens ont posté sur YouTube, il semblait qu'il faisait jour. Pourriez-vous nous dire comment ils ont réussi à faire cela ? Parce qu'il semblait que l'action se déroulait dans le milieu de la journée, et non pas, comme il a été dit, à quatre heures du matin.

**Iara Lee :** Oui, c'est la technologie. Mais Je pense que lorsque les gens vont commencer à utiliser nos images pour des enquêtes, ils seront toujours en mesure d'éclairer et d'analyser, image par image... Mais il était bien quatre heures du matin, et il faisait nuit.

**Amy Goodman :** Dans une interview dans le New York Times, le Dr Hasan Huseyin Uysal, un médecin turc, dit qu'il a soigné des commandos Israéliens qui ont été capturés et détenus brièvement durant les phases initiales du raid sur le navire contestant le blocus. Et puis les soldats ont été rendus aux commandos israéliens.

**Iara Lee :** Ce qui prouve essentiellement que nous n'étions pas là pour lyncher quelqu'un, parce que nous avons la possibilité de tuer ou de maltraiter vraiment ces soldats, et que nous ne l'avons pas fait, vous le savez, parce que nous sommes humanitaires. Malgré le chaos, nous savions que nous étions censés rester non-violents.

**Juan Gonzalez :** Une des choses étonnantes pour moi, c'est, étant donné le nombre de personnes qui se trouvaient sur le bateau, l'absence de toute tentative des médias américains, de « reconstruire » ce qui s'est passé, y compris dans cette interview du New York Times. Personne ne donne vraiment de détail sur la façon dont ces gens ont été fusillés. Où étaient-ils au moment où ils ont été fusillés ? Quelles ont été leurs blessures ? Qu'est-ce qui se passait autour d'eux ? Il n'y a vraiment

aucune tentative de reconstituer un incident où il y avait des centaines de témoins afin de savoir ce qui s'est réellement passé.

**Iara Lee :** C'est pourquoi nous exigeons que nos images nous reviennent, car ils ont confisqué tous nos disques durs et nos appareils photos. Nous pourrions reconstituer les événements, si l'on nous rendait nos images, au lieu d'utiliser un mode de manipulation. Ils ont extrait des choses pour leur version et les ont mises sur YouTube par leur canal. C'est comme une violation totale du respect envers les médias.

**Amy Goodman :** Hier, nous avons interviewé deux journalistes du Sydney Morning Herald, reporters et photographes : Paul McGeough et Kate Geraghty, et elle a réussi à récupérer quelques-uns de ses disques durs. Ils disent en avoir retrouvé d'autres. Mais les Israéliens ont gardé tout le reste de leur matériel, soit 60 à 80 000 dollars d'équipement et de disques durs. Ils leur ont déclaré à plusieurs reprises que cela leur serait rendu, mais une fois en Turquie, il n'y avait rien. Les gens peuvent aller en ligne et voir ses photos sur notre site.

Il est intéressant, également, de savoir qu'un groupe de hauts officiers de réserve de la marine israélienne, dimanche, dans Ha'aretz, a « publiquement demandé à Israël de permettre une enquête externe à propos de son raid de commando sur la flottille d'aide humanitaire pour Gaza. » Ils ont écrit une lettre à Netanyahu et au chef des Forces de défense israéliennes. Les officiers de la Marine ont dénoncé le raid de commando comme ayant eu « une fin tragique à la fois tant pour l'armée qu'au niveau diplomatique. »

Ils ont dit, « Nous sommes en désaccord avec les allégations répandues selon lesquelles ce n'était que le résultat d'une erreur du renseignement. En outre, nous n'acceptons pas les allégations selon lesquelles il s'agi-

rait d'un « échec des relations publiques » et nous pensons que le plan était voué à l'échec dès le début ». « D'abord et avant tout, nous protestons contre le fait que la responsabilité de ces événements tragiques a été immédiatement mise sur les organisateurs de la flottille. » Ces officiers de la Marine Israélienne exigent une enquête indépendante.

**Iara Lee :** Oui, j'ai lu cet article, et je pense que la communauté internationale doit continuer à mettre la pression pour une enquête indépendante, impartiale. Et nous devons tout faire pour que nos films nous reviennent afin de reconstruire ce qui s'est passé. C'est pourquoi le film que je présente est non censuré, il est brut. Ainsi, les gens pourront les apporter aux juristes internationaux, qui ont besoin d'appliquer le droit international et d'enquêter sur ces crimes.

**Juan Gonzalez :** Je veux lire ici un extrait du Guardian de vendredi en Angleterre, je pense que c'est l'un des rares qui tente effectivement d'expliquer ce qui s'est passé. Et il confirme que les autorités turques, dans le rapport médico-légal disent que sur les neuf personnes qui sont identifiées à ce jour comme mortes, certaines d'entre-elles ont reçu près de 30 impacts de balles. Cinq ont été tuées par balles dans la tête. Et ils disent également que le jeune homme âgé de 19 ans Furkan Dogan, qui a également la nationalité américaine, a été abattu de cinq balles tirées à moins de 45 cm dans la tête, ainsi que deux balles dans la jambe et une dans le dos. « A moins de quarante-cinq centimètres », c'est à dire à bout portant, cinq balles. (1)

**Iara Lee :** Notre responsable principal d'Internet, dans notre salle de presse a également reçu une balle dans la tête. Vous savez, ce n'était pas comme si c'était non-prémédité.

**Amy Goodman :** A-t-il été tué ?

**Iara Lee** : Non, non. Les seules personnes tuées étaient des turcs, mis à part ce citoyen US (qui avait également la nationalité turque, ndlr).

**Amy Goodman** : Et comment lui ont-ils tiré une balle dans la tête ?

**Iara Lee** : Je n'ai pas les détails, mais j'ai entendu dire, par le service des médias, qu'il avait été touché.

**Juan Gonzalez** : Le Guardian rapporte également que quarante-huit autres personnes ont subi des blessures par balle et que six militants sont toujours portés disparus.

**Iara Lee** : Oui.

**Juan Gonzalez** : Avez-vous identifié qui sont les personnes disparues ?

**Iara Lee** : De toute évidence, nous ne pouvons pas tirer de conclusions hâtives, mais ils ne sont pas blessés, ils n'ont pas été tués. Ils ont disparu. Je ne sais pas. C'est un des points qui doit être étudié. Je veux dire, certains vont même jusqu'à supposer que nous avions des espions, à bord... alors peut-être certaines de ces personnes disparues étaient, vous savez... des agents du Mossad. Nous ne savons pas. Nous avons besoin d'étudier. Ont-ils été jetés hors du bateau ?

**Amy Goodman** : Qu'est-ce qui vous est arrivé après ?

**Iara Lee** : Tout le monde a été menotté et emmené, essentiellement enlevés dans les eaux internationales jusqu'en Israël. Puis, quand nous sommes arrivés là-bas, ils disaient, « Signez ici, que vous allez être expulsés parce que vous êtes entrés illégalement en Israël ». Et nous étions comme, choqués. Nous ne voulions pas aller en Israël. Nous avons

été kidnappés dans les eaux internationales et ramenés en Israël. Et nous étions complètement « au secret ».

**Amy Goodman** : Avez-vous accepté de signer ?

**Iara Lee** : Non, au début, nous n'avons pas signé. Nous n'avons pas répondu aux questions. Je veux dire, la plupart des gens. Pour ma part, je leur ai dit « Écoutez, j'ai besoin de mon ambassade. J'ai besoin d'un avocat. Je ne vais pas à me soumettre à ce genre d'interrogatoire. » Mais nous étions au secret, vous savez ? Et je pense que les ambassades ont exercé beaucoup de pressions. Et puis, deux ou trois jours plus tard, je ne me souviens même pas parce que tout était tellement chaotique, des ambassades ont pu commencer à parler de nous, et nous avons été en mesure de faire un appel téléphonique à notre famille, mais pas tout le monde. Nous avons pu joindre nos familles pour dire que nous étions vivants.

**Amy Goodman** : Combien de temps pouviez-vous parler ?

**Iara Lee** : Oh, c'était quelque chose comme une minute. Et moi, j'ai dû appeler mon bureau, parce que les gens travaillaient. Et la jeune fille, la fille de la sécurité, elle a raccroché en disant : « Je vous ai dit que vous ne pouviez téléphoner que chez vous. ». J'ai dit : « Mais ma sœur est au bureau. Je ne peux pas l'appeler à la maison. Elle travaille. » Elle ne m'a alors permis de dire que deux mots supplémentaires. J'ai dit « Êtes-vous au bureau ? » Et puis elle a raccroché.

**Amy Goodman** : Où étiez-vous déportés ?

**Iara Lee** : Le navire a été amené au port d'Ashdod, et apparemment ils avaient déjà organisé, quelques semaines ou quelques mois plus tôt, un établissement pénitentiaire pour

nous héberger. C'était une nouvelle installation qui était prête à maintenir des centaines de personnes en détention, des personnes innocentes.

**Amy Goodman** : Donc, vous avez été détenus pendant plusieurs jours. Et puis ensuite, où avez-vous été déportés ?

**Iara Lee** : A la fin, nous ne savions pas. Nous avons pensé que nous rentrions à domicile. Et quand nous sommes arrivés à l'aéroport de Tel Aviv, ils nous ont dit que nous allions tous à Istanbul. Et puis j'ai découvert que le Premier ministre de Turquie avait envoyé des avions turcs pour évacuer tout le monde. Ce fut un autre drame énorme, parce que le Premier ministre turc a déclaré que nous ne pourrions pas partir avant que tout le monde soit de retour, et en particulier le président de IHH, et les membres d'IHH, la principale organisation humanitaire. Alors nous nous sommes assis sur la piste d'atterrissage de Tel-Aviv pour de nombreuses heures à l'agonie complète, parce qu'il y avait une sorte de déclaration que si Israël ne renvoyait pas le président d'IHH, cela serait considéré comme une déclaration de guerre. Et je pensais, « mon Dieu, cela devient de plus en plus surréaliste à chaque minute ». Mais enfin, très tard, je crois que c'était vers le milieu de la nuit, ils expulsèrent le président d'IHH. Nous avons alors décollé et nous avons tous atterri autour de quatre heures du matin à Istanbul.

**Amy Goodman** : Merci beaucoup d'être avec nous, Iara Lee, cinéaste et directrice du réseau « Culture of Resistance » qui rassemble des artistes et activistes du monde entier. Sur le Mavi Marmara, elle a tourné des images de contrebande qui sont visibles sur la page Facebook « Culture of Resistance » ou sur <http://www.culturesofresistance.org>.

*Reproduction autorisée en citant la source en français :*  
<http://www.al-har.fr/blog/2010/06/11/un-film-echappe-a-la-censure-israelienne-concernant-lattaque-de-la-flotte-de-la-liberte>  
*ainsi que le lien de l'article original (publié sous licence Creative Commons) :*  
[http://www.democracynow.org/2010/6/10/exclusive\\_journalist\\_smuggles\\_out\\_video\\_of](http://www.democracynow.org/2010/6/10/exclusive_journalist_smuggles_out_video_of)

# LETTRE OUVERTE

## Lettre ouverte en réponse à Bernard-Henri Lévy

Gideon Levy , publié le vendredi 18 juin 2010 dans *Ha'Aretz*.

*S'*élever contre la diabolisation d'Israël ne doit pas vous empêcher de voir ce qui a fait de Gaza une région de réfugiés désespérés et vous faire nier les effets tragiques du blocus, écrit Gidéon Lévy dans *Ha'Aretz*.

Cher Bernard-Henri Lévy,

Nous ne nous connaissons malheureusement pas. Nous nous sommes brièvement croisés dans les décombres fumants de Gori pendant la guerre de Géorgie. Vous y avez fait un passage éclair et, comme d'habitude, vous avez attiré l'attention, là comme dans d'autres zones de conflit où vous vous êtes rendu.

J'admire profondément les intellectuels de votre stature, qui se font fort de visiter les champs de bataille et de faire entendre leur voix. Votre tentative de protéger Israël, dont témoignait votre article publié le 8 juin dans *Ha'Aretz* ("Il est temps de cesser de diaboliser Israël"), a fait plaisir à beaucoup d'Israéliens, qui avaient grand besoin que quelqu'un dise un peu de bien de leur pays, chose rare par les temps qui courent. Je ne gâcherai pas leur plaisir. Mais, au nom de votre appel à mettre un terme à la désinformation, je souhaiterais attirer votre attention sur des informations qui ont peut-être échappé à votre mémoire. On pourrait se risquer à penser que, dans votre jeune temps, vous auriez été l'un des membres de la flottille. A cette époque, un blocus de plus de quatre ans imposé à 1,5

million d'individus aurait éveillé en vous un impératif moral vous poussant à vous joindre à la contestation. Mais, aujourd'hui, pour vous comme pour la plupart des Israéliens, il n'y a pas de blocus de Gaza. En parler relève pour vous de la "désinformation".

Au fait, puisque vous étiez sur place, pourquoi n'en avez-vous pas profité pour faire un saut à Gaza, à l'instar de votre ami Mario Vargas Llosa, pour voir de vos propres yeux s'il y avait ou non un blocus ? Les médecins de l'hôpital Shifa [à Gaza], par exemple, vous auraient parlé de leurs patients qui décèdent à cause du "non-blocus". Certes, personne ne meurt de faim. Pourtant, l'association Gisha pour la liberté de mouvement a publié cette semaine un rapport expliquant qu'Israël autorise l'importation de 97 produits à Gaza, contre 4'000 avant le siège. Vous n'appelez pas cela un blocus ?

Un grand supermarché israélien propose 10'000 à 15'000 articles ; à Paris, il y en a sûrement plus encore. Pourtant, Gaza n'a droit qu'à 97 produits. S'il est quelqu'un dont on aurait attendu davantage de compréhension à l'égard des besoins gastronomiques, c'est bien le bon vivant raffiné que vous êtes. Vous dites, comme si vous vous faisiez le porte-parole de Tsahal, qu'Israël laisse entrer 100 à 125 camions par jour à Gaza. Une centaine de camions pour 1,5 million de gens : ne s'agit-il pas là d'un "siège impitoyable", com-

me l'écrivait [Laurent Joffrin dans] le journal Libération, contre lequel vous vous élevez ? 80 % des habitants de Gaza vivent de l'aide humanitaire ; 90 % des usines de Gaza sont fermées ou tournent au ralenti. Vraiment, Bernard-Henri Lévy, ne sommes-nous pas là face à un blocus ? Ne devrait-on pas s'attendre que, plus que tout autre, un grand intellectuel comme vous sache que les gens, y compris les Gazaouis, ont besoin d'autre chose que de pain et d'eau ? Mais oublions les statistiques car, après tout, les philosophes ne s'encombre pas de chiffres. Vous écrivez qu'Israël a été accusé "jusqu'à la nausée" d'être responsable de ce blocus – tiens, voilà que maintenant vous parlez de blocus ? –, imposé autant par Israël que par l'Égypte. C'est exact. La participation de l'Égypte est en effet scandaleuse et inexplicable, mais on ne peut juger selon les mêmes critères l'Égypte et Israël. L'occupation de Gaza n'est pas terminée, elle a simplement été levée, pour arranger l'occupant, mais Israël n'en reste pas moins responsable.

La monnaie officielle de Gaza est le shekel, les registres d'état civil sont établis par Israël, qui surveille également toutes les entrées dans la bande de Gaza. Des décennies d'occupation ont rendu Gaza dépendante d'Israël, et Israël ne saurait s'en défaire par un simple "désengagement".

Mais cessons de parler du blocus, que vous le niez ou que vous le justifiiez. Comment pouvez-vous ignorer le contexte ? Depuis quarante-trois ans, des millions d'individus – dont certains auraient pu espérer devenir Bernard-Henri Lévy, au lieu de perdre leur vie à se battre pour survivre – connaissent une situation d'occupation et de désespoir. Quelles chances un jeune Palestinien a-t-il de faire quelque chose de sa vie ? Regardez les photos des Gazaouis qui se pressent au poste-frontière de Rafah et observez l'expression imprimée sur leur visage.

Le concept de liberté ne vous est certainement pas étranger. Vous ne pouvez reprocher l'occupation à personne d'autre qu'à nous, les Israéliens. Il y a beaucoup d'excuses pour cette occupation, mais aucune ne change quoi que ce soit à l'ultime réalité : Israël est une puissance occupante. C'est la racine de tous les maux et c'est ce que vous avez dissimulé. Vous n'en dites pas un mot. Israël avait peut-être le droit d'empêcher des armes de pénétrer à Gaza, mais vous n'avez pas le droit d'ignorer ce qui a fait de Gaza une région de réfugiés désespérés.

Vous avez raison, Bernard-Henri, de souligner que le monde est plus exigeant envers Israël qu'envers des dictatures. Ce n'est pas la "confusion d'une époque", comme vous le dites, mais une époque nouvelle (et juste) dans laquelle le monde exige qu'en tant que démocratie Israël paie le prix de sa conduite.

Alors, diabolisation ? Possible, mais la façon de la combattre est de faire le siège de son arsenal. Sans le blocus de Gaza, sans l'occupation, il n'y aurait aucune raison de diaboliser Israël. Est-ce trop attendre de vous, naguère la voix de la conscience, que vous compreniez cela ?

# BOYCOTT, DÉSinVESTISSEMENT ET SANCTIONS

## Campagne BDS Suisse

La campagne BDS Suisse a été lancée en juin 2009, afin de répondre à l'appel palestinien suivant :

*«Nous, représentants de la société civile palestinienne, invitons les organisations des sociétés civiles internationales et les gens de conscience du monde entier à imposer de larges boycotts et à mettre en application des initiatives de retrait d'investissement contre Israël tels que ceux appliqués à l'Afrique du Sud à l'époque de l'Apartheid. Nous faisons appel à vous pour faire pression sur vos Etats respectifs afin qu'ils appliquent des embargos et des sanctions contre Israël. Nous invitons également les Israéliens honnêtes à soutenir cet appel, dans l'intérêt de la justice et d'une véritable paix. Ces mesures de sanction non violentes devraient être maintenues jusqu'à ce qu'Israël honore son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination et respecte entièrement les préceptes du droit international.»*

Elle organise des actions en Suisse [lire l'article sur les actions du groupe BDS de Genève]. Différentes villes de Suisse s'engagent à promouvoir la campagne cet automne, notamment Lausanne, La Chaux-de-Fonds, Sion, Lugano et plu-

sieurs villes alémaniques.

**Au niveau international, de nombreuses victoires:**

**En Angleterre**, les chaînes de supermarchés britanniques Mark and Spencers et Co-operative group ont annoncé qu'elles cesseraient de vendre des produits issus des colonies. Les chaînes italiennes Coop et Nordiconad ont fait de même. Des universités et laboratoires de recherche commencent à rompre leurs relations avec leurs homologues israéliens. En mai dernier, le syndicat universitaire britannique majoritaire, University and College Union, a voté lors de son congrès le boycott total de l'Université d'Ariel, implantée en territoire palestinien. La société d'investissement britannique Blackrock s'est désinvestie du groupe Leviev, qui finance la construction de colonies.

**En Allemagne**, en mai 2010, la Deutsche Bank a décidé de se désinvestir de la Compagnie israélienne Elbit Systems, qui fournit des armes à l'armée israélienne et participe à la construction du mur.

**En Suède**, afin de sanctionner économiquement Israël, les dockers suédois ont

refusé, durant toute la dernière semaine de juin, de débarquer des marchandises israéliennes dans les ports du pays.

**En France**, le Comité national pour le BDS a lancé un processus international de dénonciation contre Veolia et Alstom. Conséquence : au Pays-Bas, la Dutch Bank AsN a retiré ses investissements de Veolia Transports en novembre 2006 ; après une large campagne en Suède, marquée notamment par une manifestation durant laquelle les usagers du métro ont apposé un carton rouge sur leur vêtement en protestation contre Veolia, le Conseil de la communauté de Stockholm a annoncé qu'il refusait à Veolia la reconduite de son contrat de gestion du métro de la ville. Dans la foulée, le fonds national de retraite suédois a décidé d'exclure Alstom de son portefeuille d'actions, En France, Le groupe français Veolia, impliqué dans la construction du tramway colonial de Jérusalem, qui relie la ville aux colonies, s'interrogerait sur la pertinence de cet investissement tant il lui fait perdre de marchés.

### **Les artistes boycottent aussi**

Nombre d'artistes refusent désormais de se rendre en Israël. C'est ainsi qu'Elvis Costello, Carlos Santana, Gill Scott-Heron, les Pixies ou Gorillaz ont annulé des concerts. U2, Björk, Snoop Dog et bien d'autres évitent soigneusement Israël lors de leurs tournées. Récemment, Meg Ryan et Dustin Hoffman ont publiquement renoncé à participer au Festival du Film de Jérusalem.



## Le Conseil municipal de Swansea interdit de futurs contrats avec Veolia

*Une décision historique a été prise par le Conseil municipal de Swansea (Pays de Galles) pour empêcher de futurs contrats avec Veolia en raison de ses activités illégales en Cisjordanie.*

Le Conseil municipal de Swansea a approuvé la résolution suivante le jeudi 17 Juin :

*« Les Nations-Unies non seulement ne reconnaissent pas l'annexion et l'occupation par Israël de Jérusalem-Est, mais elles ont déclaré à plusieurs reprises qu'à leur avis, les colonies israéliennes à Jérusalem-Est et en Cisjordanie sont contraires au droit international, et elles ont exigé que les activités de colonisation et d'occupation israéliennes ne doivent pas être soutenues. L'entreprise multinationale Veolia est un partenaire de premier plan dans un consortium visant à construire un système de métro léger reliant Israël à des colonies de peuplement illégales dans Jérusalem-Est occupée, un projet qui manifestement est non seulement contraire aux exigences des Nations-Unies mais qui viole le droit international.*

*Le Conseil invite donc le leader et chef de la direction de ne pas signer ou permettre que soient signés de nouveaux contrats ou que soient renouvelés des contrats existants avec Veolia ou toute autre société en violation du droit international, tout en restant dans le cadre du droit. »*

Veolia a actuellement des contrats avec la ville pour ce qui concerne les bus locaux et les parcs relais à hauteur de £699.000 par an et l'enseignement à domicile à hauteur de £238.000 par an.

L'adoption de la résolution est très importante en soi, mais nous avons découvert depuis que c'est la première résolution de ce genre à avoir été

adoptée par une autorité du Royaume-Uni, en ce qu'elle rend explicite les raisons pour exclure tout futur contrat avec Veolia. D'autres autorités ont mis fin à des contrats avec Veolia, mais n'ont pas précisé cette raison. Le Conseil municipal de Swansea montre donc la voie avec ce qui est maintenant considéré comme une décision historique.

La résolution a été soumise au Conseil à la suite d'une campagne, au cours de laquelle les 72 conseillers ont reçu des informations précises sur les activités illégales de Veolia. Nous avons été heureux de constater que les soutiens à agir venaient de plusieurs côtés, et avons depuis été en contact régulier avec des élus de presque tous les partis qui continuent à être vigilants sur la question.

Swansea montre désormais le chemin à un nombre croissant de villes prêtes à prendre une position morale contre les contrevenants à la loi internationale. La liste comprend déjà Dublin, Stockholm et Melbourne et au sein du Royaume-Uni de nouvelles initiatives sont déjà en cours, ce qui signifierait que d'autres autorités suivent l'exemple de Swansea.

*Alan et Miriam, Shrewsbury*

Source :

Swansea Action for Palestine, 7 juillet 2010: [swanseaactionforpalestine.blogspot.com](http://swanseaactionforpalestine.blogspot.com)  
Traduction par Nicole Kiil-Nielsen, députée Europe Ecologie, sur Brest Ouvert, 16 juillet 2010: [www.brest-ouvert.net](http://www.brest-ouvert.net)

## Activités BDS

***Un nouveau groupe s'est formé à Genève depuis peu afin d'appliquer les préceptes de la campagne BDS (Boycott Désinvestissements Sanctions).***

Le collectif BDS-GE a déjà à son actif deux activités publiques.

La première s'est tenue le samedi 29 mai au centre de Genève dans deux des magasins H&M. L'objectif de cette activité était de protester contre l'installation à Jérusalem de deux magasins. La chaîne viole ainsi son engagement proclamé de respecter les principes d'investissement éthique. Investir en Israël implique le soutien à la politique du Gouvernement israélien d'occupation, de colonisation et d'apartheid envers le peuple palestinien. En outre, H&M ne cache pas son intention d'ouvrir trois magasins supplémentaires dans d'autres villes israéliennes.

La deuxième a eu lieu le 10 juillet contre Minus-417 et Soda-Club. Tout comme lors de celle du 29 mai, le groupe a mené des performances « éclair » dans deux grands magasins de Genève : Manor et Coop-Fusterie. Il est entendu qu'en vendant des produits « made in Israël » ces entreprises soutiennent ouvertement l'économie israélienne et participe alors, même si indirectement, à la politique du Gouvernement israélien vis-à-vis de la population palestinienne. D'autant plus qu'en ce qui concerne les cosmétiques

Minus-417, ils sont produit à partir du sel de la Mer Morte dont un tiers de ses rives occidentales se situent en Cisjordanie, donc en territoire occupé et par conséquent en violation totale des Conventions de Genève et des Résolutions des Nations Unies. Il en est de même pour le groupe Soda-Club, producteur de bouteilles à gazéifier et de sirops fruités, qui est implanté dans la colonie illégale de Mishor Adumim en territoire palestinien.

Il est à craindre que les magasins « visités » entament des poursuites contre nos actions mais le Collectif BDS-GE n'a aucunement l'intention de cesser d'attirer l'attention de la société civile genevoise sur toute société ou entreprise contrevenant au droit international concernant la Palestine.

## Campagne

# « Boycott Désinvestissement Sanctions »

Comme nous le rappelons régulièrement, le Boycott est l'arme des citoyens, qu'ils soient isolés ou au sein d'associations, d'entreprises, d'institutions. Quel que soit sa forme, le boycott engage et il est heureux de voir se multiplier les actions dans cette voie. Voici un nouvel exemple, dans le domaine culturel, ce qui prouve que chaque secteur a sa part de responsabilité à prendre.

Ainsi, à la suite de l'attaque de la flottille humanitaire par l'armée israélienne, le circuit de cinéma UTOPIA a décidé de déprogrammer le film israélien « A cinq heures de Paris » et de le remplacer par « Rachel » de la cinéaste marocaine-israélienne-française Simone Bitton qui raconte l'histoire de Rachel Corrie, militante américaine de 23 ans, écrasée par un bulldozer israélien alors qu'elle se posait comme bouclier humain pour les habitants de Gaza. La décision d'UTOPIA a été prise au moment où le bateau « Rachel Corrie » faisait route vers la bande de Gaza.

Il ne s'agit pas là d'une censure ou d'un boycott aveugle de la culture israélienne, mais simplement d'un acte de solidarité citoyenne avec les civils palestiniens de Gaza et avec les membres du mouvement

international de solidarité avec la Palestine. Souhaitons qu'à l'instar de l'engagement d'Utopia, d'autres salles de spectacles, d'autres producteurs s'interrogent sur le message véhiculé par une culture « ambassadrice » d'un Etat qui perpétue une occupation et un régime d'apartheid réprouvés par toute les instances du droit international et humanitaire.

*Marie Ange Christophel*

## Chronique d'une mort planifiée

### **D**u Mur, des Colonies et des Hommes

*Participation à la 23e Mission civile du Collectif Urgence Palestine (CUP) - avril 2010*

Depuis deux jours, nous sommes en Palestine. Quelle que soit la direction vers laquelle se tourne notre regard, il se heurte au Mur de séparation ou à une colonie. La Palestine n'est plus. Israël l'a découpée en petits morceaux et les Palestiniens se faufilent comme ils peuvent entre ces fragments de leur terre qu'on leur a laissés.

Notre mission avait pour thème les conséquences du mur de séparation et des colonies sur les conditions de travail des Palestiniens. Afin d'apporter le maximum d'éléments pour accomplir le but de notre mission, nos différentes rencontres et actions comprenaient:

- les deux principaux syndicats palestiniens ;
- des ouvriers et ouvrières travaillant en Israël et en usine en Palestine, des agriculteurs travaillant sur leur terre et d'autres travaillant dans des exploitations agricoles dans les colonies et en Palestine ;
- des structures agricoles dans la Vallée du Jourdain et à Deir Istyia ;
- des membres de la Chambre de Commerce de Naplouse et des personnalités politiques ;
- des manifestations à Beit Jala et Bil'in ;
- des associations activistes israélienne AIC (Alternative Information Center) et

ICAHD (Israeli Committee Against House Demolition).

### **Entretiens avec les syndicats**

Les deux syndicats : La Fédération générale des syndicats palestiniens (Palestine General Federation of Trade Unions - PGFTU) et le Syndicat général des Travailleurs palestiniens (General Union of Palestinian Workers - GUPW) regroupent plusieurs autres syndicats et ont des positions très similaires, le Fatah étant très présent dans ces deux syndicats. Leur rôle est relativement limité particulièrement en ce qui concerne les travailleurs en Israël et dans les colonies puisque normalement le droit israélien devrait s'appliquer. Ce n'est cependant pas le cas et les travailleurs palestiniens (TP) n'ont donc aucune protection juridique en cas d'abus ou de non respect du droit du travail par les patrons israéliens qui rémunèrent les ouvriers israéliens à un taux bien supérieur. En outre le syndicat israélien Histadrut ne coopère pas pour de soi-disant raisons sécuritaires et les Palestiniens hésitent à revendiquer leurs droits par crainte de perdre leurs permis de travail et de circulation. La main d'œuvre palestinienne a beaucoup souffert à partir de 1987 lors de la première intifada lorsque les bureaux de recrutement israéliens situés en Palestine ont été fermés et remplacés par l'administration civile en Israël. Le nombre de travailleurs est alors passé d'environ 500.000 à 250.000. La

situation s'est encore aggravée après la 2e intifada en 2001 avec une occupation de plus en plus répressive dont les conséquences ont été dramatiques pour les TP. Les principales étant la diminution des permis de travail et l'augmentation des check-points et donc des difficultés d'entrée ; les travailleurs restent alors illégalement en Israël. Il y a maintenant seulement 25.000 Palestiniens ayant un permis de travail. La conséquence étant que le nombre de Palestiniens travaillant clandestinement en Israël est en constante augmentation. Les patrons israéliens profitent de cette situation par des abus de toute sorte dont de longues heures de travail pour des salaires dérisoires et aucune protection sociale. Le rôle des deux syndicats est de faire appliquer les lois israéliennes, de défendre les travailleurs lors d'arrestations aux check-points, de faire cesser la pratique des intermédiaires recruteurs qui prélèvent 20% du salaire des Palestiniens travaillant dans les colonies, d'organiser des conférences de presse pour dénoncer les abus, de collaborer avec les syndicats internationaux, etc. Leur objectif actuel est d'obtenir l'interdiction de travailler dans les colonies et des discussions inter syndicales ainsi qu'avec l'Autorité palestinienne (AP) sont en cours pour trouver une solution alternative. On compte actuellement 35.000 Palestiniens travaillant dans les colonies. Le syndicat israélien Histadrut obligeait les TP à adhérer mais ne leur fournissait aucune protection en retour. Suite à un jugement de la haute cour israélienne Histadrut doit rembourser \$18 millions aux travailleurs palestiniens. A ce jour seulement une petite partie a été versée (\$3.5 millions). En ce qui concerne la position des syndicats palestiniens vis-à-vis du boycott et du mouvement BDS, ils le soutiennent totale-

ment et n'acceptent pas l'argument de certains que cette action léserait les Palestiniens travaillant en Israël ou dans les colonies car ils estiment, aussi bien les syndicats que les TP, que c'est le prix à payer pour obtenir une paix juste et durable. Tout en spécifiant qu'ils ne recevaient aucune aide de l'AP, ils ont été très satisfaits de sa récente décision d'interdire l'entrée de produits des colonies en Cisjordanie. La mission a pu constater de visu que cette décision est strictement appliquée, ayant pu observer l'arrestation d'un camion pour vérification de son contenu par la police palestinienne. Les syndicats ont expliqué que les ouvriers palestiniens ne sont pas organisés et que seulement la moitié s'inscrit auprès des syndicats palestiniens. Un autre de leur objectif est de s'unir afin de ne former qu'un seul syndicat. Des dissensions persistent, cependant, particulièrement en ce qui concerne une éventuelle alliance avec le syndicat israélien Histadrut qui serait en fait une extension du Gouvernement israélien.

### **Rencontre avec des ouvriers/ières et des agriculteurs.**

Au barrage de contrôle d'Irtah, près de Tul-karem, avec l'aide de notre hôte Favez nous avons pu parler avec sept ouvriers travaillant



*Checkpoint d'Irtah*

dans la construction revenant de leur travail en Israël. Trois avaient des patrons différents et quatre travaillaient pour le même patron. Tous nous ont dit être satisfaits de leurs conditions de travail. Leur permis était en règle et régulièrement renouvelé. Ils avaient une assurance pour les accidents du travail et leur salaire variait entre 150 et 200 NIS net par jour. Leurs deux jours de congé par semaine ne sont pas payés. Par contre, leur journée de travail est sensiblement rallongée par le fait que le seul check-point d'Irtah fait passer 6000 ouvriers palestiniens tous les matins. Comme leurs entreprises respectives en Israël viennent les chercher de l'autre côté du Mur à 7h du matin, ils doivent commencer à faire la queue à partir de 3h du matin de crainte de rater leur bus qui ne les attend pas en cas de retard, aussi minime soit-il. La pression est grande et il y a souvent des blessés et des travailleurs qui tentent de passer par-dessus les grillages.

A Deir Istiya nous avons eu un entretien avec la directrice d'une usine de vêtements. Trente ouvrières y travaillent 8h30 par jour. Elles sont payées entre 70 et 80 Nis (entre CHF 20 et 25), possèdent une assurance contre les accidents du travail qui couvrent un arrêt de travail éventuel lié à l'accident. Les heures supplémentaires sont payées mais pas le jour de congé par semaine. Il y a peu d'hommes dans cette usine mais ils sont payés plus que les femmes : de 120 à 140 NIS par jour. Il nous a été expliqué que la différence était due au fait que leur travaux étaient plus pénibles, nécessitant plus de force et qu'ils étaient souvent les soutiens de famille nombreuses. Les vêtements quittent le village pour Israël avec la marque « made in Israël ».

A Halhoul, nous avons revu avec plaisir notre ami Raed, ingénieur agricole, qui cultive du raisin aussi bien pour la consommation directe que pour en faire un jus délicieux. Il

travaille bénévolement tous les samedis dans la succursale palestinienne d'une ONG israélienne « Kavlaoved » qui milite pour la défense des Palestiniens travaillant pour des patrons israéliens, particulièrement ceux travaillant dans les zones industrielles. Au sein de cette ONG il est responsable de la recherche des maladies liées au travail dans les usines, les patrons israéliens ne fournissant souvent pas de protection réglementaire. Il a évoqué les problèmes que rencontrent quasiment tous les agriculteurs palestiniens avec les colons et l'armée ainsi qu'avec la poursuite de la construction du Mur qui continue à impliquer des confiscations de terres agricoles, à séparer les villages des villes et à entraver la circulation Palestine-Israël et surtout Palestine-Palestine. Il a aussi abordé les nouvelles lois israéliennes sur les permis. 70.000 Palestiniens dont les ancêtres seraient originaires de Gaza, même si eux-mêmes n'y sont pas nés, ou détenteurs de passeports jordaniens pourraient être renvoyés à Gaza ou en Jordanie. Dans le cas où la Jordanie n'accepterait pas cette afflux de ressortissants jordaniens qui en fait ne le sont pas, ils seraient envoyés à Gaza.

A Tulkarem, après notre retour du check-point d'Irtah, Fayez, qui possède une petite exploitation agricole entre le Mur et l'usine chimique de Gishori, nous a fait visiter son exploitation. Il possédait trois hectares de terres agricoles dont deux lui ont été confisqués pour la construction du Mur. Pendant 14 mois, les militaires israéliens bloquaient l'entrée des champs du seul hectare qui lui restait par des fils barbelés et des fils de rasoirs. Pendant 14 mois, tout en ayant fait appel à la haute cour israélienne, Fayez et sa famille venaient quatre fois par jour sectionner les fils. Finalement, la Haute Cour a rendu son jugement. Il a été autorisé à garder son exploitation amputée des deux hectares. Néanmoins, l'armée continue son harcèlement et

tout dernièrement par suite du blocage délibéré des canalisations d'évacuation d'eau à la base du Mur, son exploitation a été inondée et ses cultures détruites. L'endurance, le courage et la gentillesse de cette famille malgré tous ses déboires nous ont touchés au plus au point.

Près de Jéricho dans la Vallée du Jourdain nous nous sommes arrêtés sur le bord de la route devant un champ d'aubergines appartenant à la colonie de Tomer. Un groupe de travailleurs agricoles palestiniens ainsi que des enfants de 10 à 14 ans cueillaient les aubergines sous un soleil de plomb et les rangeaient dans des cartons sur lesquels était noté « produce of Israel ». Ils ont volontiers répondu à nos questions. Leur salaire est de 70 NIS par jour (CH25,-), mais à la fin de la journée de huit heures parfois plus, il ne leur restait que 50 NIS (CH16,-) car 20 NIS étaient prélevés par l'intermédiaire, souvent palestinien, qui les avait recommandés pour ce travail. Les ouvriers agricoles dans les colonies n'ont aucune assurance sociale, ni de santé ni même pour les accidents du travail, aucune protection contre les pesticides et insecticides, un jour de congé par semaine non payé, heures supplémentaires non payés. Les femmes et les enfants ont des salaires encore moindres. En outre, en cas de litige avec un patron dans des colonies, ils n'ont aucun recours juridiques. Plus loin, nous avons visité une entreprise palestinienne « Holy Land Co ». La différence de traitement des ouvriers est significative. Les employés administratifs ont un contrat de travail et une assurance santé accident. Les journaliers n'ont pas de contrat mais une assurance accident et sont couverts en cas d'arrêt du travail suite à un accident. Ils bénéficient de toutes les protections nécessaires contre l'effet des engrais et pesticides chimiques. Les salaires sont sensiblement les mêmes que dans les colonies, c'est-à-dire entre 50 et 70 Nis donc dans cer-

tains cas légèrement supérieurs. Le grand avantage est le recours juridique en cas de litige puisque le droit jordanien s'applique, et est respecté, dans toute la Cisjordanie.

A Bethléem, le propriétaire d'un magasin d'articles touristiques nous a expliqué qu'il souffrait beaucoup de la propagande négative des agences touristiques israéliennes vis-à-vis des marchandises palestiniennes, décrivant leurs soi-disant mauvaises qualités, leur provenance douteuse et leurs prix élevés. Afin de pouvoir conserver le permis pour son magasin, il était obligé de faire tous ses achats auprès de compagnies israéliennes et non palestiniennes. Il se faisait cependant faire de fausses factures par des entreprises israéliennes qui travaillaient avec lui ce qui lui permettait de conserver son commerce.

### **Visite des structures agricoles dans la Vallée du Jourdain et à Wadi Qana près de Deir Istyia**

Nous avons été éblouis par la beauté des deux vallées. Toutes les deux sont situées dans des zones C, sous contrôle total israélien (Accord d'Oslo de 1993) et toutes les deux sont très convoitées par Israël pour leurs importantes réserves en eau. Dans la vallée du Jourdain, les collines blanches parsemées de nombreuses exploitations agricoles et de petits villages palestiniens semblent paisibles et fertiles. Fertiles, certes, mais la colonisation intensive de cette merveilleuse vallée ruine la vie des Palestiniens qui restent et s'accrochent à leur terre en étant constamment harcelés par les colons et l'armée. Sur les 2.400 km<sup>2</sup> de la vallée du Jourdain, qui constituent un tiers de la Cisjordanie, seuls 85 km<sup>2</sup> sont encore sous contrôle palestinien. Depuis 1990 le nombre de colonies est passé de 11 à 36 dans lesquelles habitent plus de 7.000 colons. Avant 1968, la vallée avait une population de 130.000 Palestiniens. Suite au vol des terres



*Environ de Deir Istyia Wadi Quana*

par les différents gouvernements israéliens, de gauche et de droite, pour y implanter des colonies en toute illégalité, il ne reste plus que 5.200 habitants qui refusent d'abandonner leur terre et vivent dans des conditions très précaires. Nous nous sommes arrêtés au petit village de Jiftlik où une jeune ingénieure agricole nous a fait visiter les maisons détruites suite à des ordres de démolition de l'armée et leur remplacement par des maisons construites en matériaux locaux, principalement de briques faites de terre argileuse et de paille (en zone C les constructions en « dur » sont interdites). Ces maisons sont certes rudimentaires mais les habitants en sont très heureux ; nous expliquant qu'elles étaient faciles à entretenir, fraîches en été et chaudes en hiver. Celles que nous avons visitées avaient été aménagées pour des familles de 6 à 8 personnes et les habitants en étaient très fiers, à juste titre. Trois écoles et deux cliniques ont été construites entièrement par des bénévoles dans cette vallée avec ces briques. Malgré le fait que ces constructions ne sont pas en « dur » mais en matériaux légers locaux, des ordres de démolition ont récemment été délivrés. Les Palestiniens s'en moquent ; la fabrication des matériaux étant peu onéreuse et rapide, les bulldozers ayant

à peine terminé leur travail, que la reconstruction recommence! Les colonies avoisinantes pompant pratiquement toute leur eau, leurs cultures en souffrent mais les habitants déploient toute leur ingéniosité pour la reprendre : creusant des puits la nuit (normalement interdit), branchant des canalisations sur les conduites d'eau des colons, etc.

La belle vallée de Wadi Qana, près de Deir Istyia, est beaucoup plus petite que la Vallée du Jourdain, (sa superficie est de 10.000 dunums, soit 10km<sup>2</sup>) mais ren-

contre néanmoins des problèmes très similaires. 11.000 colons sont répartis dans 9 colonies, dont Ariel (la plus importante en nombre de colons), qui la domine de tous les côtés. En plus d'être en Zone C, le Wadi a été déclaré « réserve naturelle » par les autorités israéliennes, interdisant par conséquent toute construction. Les 13 familles, qui étaient 39 avant 1985, ne peuvent donc normalement pas y habiter. Quelques membres de ces familles, habitant dans les villages environnants, se relayent pour vivre dans des logements de fortune, sans eau ni électricité, pour y maintenir une présence afin que les colons ne se l'approprient pas sous le fallacieux prétexte que le Wadi aurait été abandonné. La terre y est très riche et les 13 familles, qui continuent de braver les conditions très dures imposées par les lois israéliennes, le harcèlement des colons et de l'armée, cultivent principalement des agrumes et des olives. La veille de notre visite des colons avaient sectionné une nouvelle plantation de 20 jeunes oliviers. Les familles s'apprêtaient à les replanter. Récemment, suite à une décision de la Haute Cour israélienne, après 6 années de procès, les colonies qui déversaient leurs égouts dans la vallée ont dû trouver une autre solution. Ici

aussi il est interdit de creuser des puits, mais les familles aidées par les habitants des villages viennent la nuit construire des bassins, et creuser des puits. L'intelligence de vie et la calme persévérance de ce peuple ne cessent de nous émerveiller.

### **Discussions avec des membres de la Chambre de Commerce de Naplouse et des personnalités politiques.**

Comme à chaque fois que nous allons à Naplouse, ville que nous aimons beaucoup, nous rencontrons le maire, Adly Yaish. L'entretien a porté sur la situation à Naplouse qui s'est nettement améliorée suite à la levée d'un bon nombre de check-points. Les habitants de Naplouse, après des années de bouclage, ressentaient une liberté toute nouvelle. Ils en profitaient largement se doutant qu'elle risquait de ne pas durer, Israël maintenant son contrôle total. Le maire nous a informés qu'il ne se représenterait probablement pas lors des prochaines élections municipales. Les 18 mois de prison en détention administrative dont il était sorti en 2009 semblaient l'avoir beaucoup marqué, mais il restait toutefois positif quant à l'avenir, s'appuyant sur la détermination et la force de résistance de son peuple. Interrogé sur une éventuelle stratégie de l'AP pour l'avenir, il nous a répondu que les priorités étaient de régler les nombreux problèmes au jour le jour et que la stratégie viendrait des mouvements populaires.

Nous avons été reçus par sept représentants de la Chambre de Commerce du Gouvernorat de Naplouse qui nous ont expliqué les multiples difficultés qu'ils rencontraient pour importer et exporter du matériel. Ils ne peuvent, par exemple, pas importer de fertilisants qui, d'après les autorités israéliennes, pourraient servir à fabriquer des bombes. En ce qui concerne l'exportation, l'Etat d'Israël ne prend que ce dont il a strictement besoin.

Alors que Naplouse possède une capacité d'exportation importante telle que huile d'olive, savons, artisanat et programmes informatiques de tout niveau qui représenteraient un apport économique considérable pour la région, Israël limite ces exportations au minimum. En outre les formalités d'importation et d'exportation sont très longues et complexes ; il en est de même pour les contrôles car les douanes israéliennes vérifient et révérifient chaque marchandise. Des camions entiers de denrées alimentaires peuvent rester de longues périodes en attente au check-point provoquant une détérioration des marchandises et par conséquent une perte sèche pour les exportateurs. Un rôle important de la chambre de commerce est le soutien aux petites entreprises par des prêts et des cours de formation. Un programme pour les femmes afin de les encourager à participer aux diverses activités de la chambre de commerce est en cours et obtient d'excellents résultats. Des programmes de formation pour les jeunes dans de nombreux domaines professionnels font également partie des activités de la chambre de commerce.

A Tulkarem l'entretien que nous avons eu avec le gouverneur s'est limité à l'éloge des actions qu'entreprenaient l'Autorité palestinienne, ce qui ne semble pas correspondre à l'opinion d'une majorité de Palestiniens. La confiance vis-à-vis de l'AP a beaucoup faibli contrairement aux comités populaires qui prennent de plus en plus d'importance et de crédibilité auprès de la population palestinienne. Le gouverneur était cependant très fier de la récente décision de l'AP d'interdire l'importation en Cisjordanie de tout produit en provenance des colonies.

A Al-Walaja, le maire nous a dépeint un avenir très sombre pour son village qui d'ici peu sera complètement encerclé par le Mur, le séparant de Bethléem et détruisant ainsi

quasiment toute son économie. Devant cette nouvelle épreuve pour la population de son village, le maire nous a paru découragé mais décidé cependant à se joindre aux autres villages de Cisjordanie qui luttent en ayant adopté le mouvement de résistance populaire non-violent lancé par Bi'lin il y a déjà plusieurs années. Al-Walaja aussi manifeste tous les vendredis contre le vol des terres provoqué par la poursuite de la construction du Mur et ce village est réprimé très violemment par l'armée d'occupation.

### **Manifestations à Beit Jala et Bil'in**

Nous avons participé, avec les autres membres de la mission, à deux manifestations. La première contre la destruction des oliviers et d'un terrain de jeu appartenant à une famille de Beit Jala que nous avons visitée la veille et qui venait de recevoir l'avis de démolition. Elle ne pensait pas, cependant, qu'il serait appliqué si rapidement, surtout que Beit Jala avait présenté une proposition qui aurait pu satisfaire toutes les parties intéressées en évitant de saccager les oliviers de la famille et la place de jeu des enfants du village. Nous étions une trentaine de manifestants et l'armée israélienne nous a repoussé et arrêté sept internationaux, qui avaient réussi à rejoindre la famille par un chemin détourné, avec sa douceur habituelle ! La deuxième à Bil'in, dont la manifestation du vendredi terminait la 5e Conférence internationale sur la résistance non-violente, a aussi été durement réprimée avec un blessé grave et plusieurs plus légèrement. Malgré toutes les interdictions, les violentes répressions de jour et de nuit, les arrestations arbitraires, etc. toutes ces manifestations sont de plus en plus fréquentées aussi bien par les Palestiniens, que par les internationaux et les activistes israéliens. Ce qui démontre bien l'absurdité, et l'échec, des actions violemment répressives de l'armée d'occupation israélienne et de la politique des

gouvernements israéliens.

### **Associations activistes israéliennes AIC (Alternative Information center) et ICAHD (Israeli Committee against House Demolition).**

AIC nous a expliqué la différence entre les colons. Certains israéliens vivant à l'étranger achète des maisons secondaires dans les colonies et ne les occupent que quelques semaines par an. D'autres s'y installent dans un but purement économique, les habitations étant belles et confortables et les prêts accordés très avantageux. La 3e catégorie est animée par une idéologie religieuse et le sentiment d'appartenance à la terre d'Israël. Cependant, le sentiment religieux qui prédominait probablement lors du début des implantations des colonies juste après la guerre des six jours en 1967, a progressivement été remplacé par des raisons économiques. La politique de Sharon consistait à fixer les colons aux terres confisquées aux Palestiniens par des prêts hypothécaires pour couvrir l'apport personnel que la plupart des colons ne pouvait s'offrir. Le remboursement de ce prêt n'est plus exigé par l'Etat à partir de 5 ans vécus dans les colonies. Les colons sont très conscients qu'ils n'auraient pas en Israël la même qualité de vie que celle qu'ils ont dans les colonies, d'où leur acharnement à la conserver coûte que coûte aux dépens de la population palestinienne à qui appartiennent ces terres par des moyens s'apparentant à du terrorisme.

Nous avons parcouru avec ICAHD Jérusalem Est et les quartiers d'où ont été expulsés des propriétaires palestiniens pour y installer des colons. Tout est lié à la question démographique afin de réduire au maximum la présence palestinienne. À Sheikh Jarrah, de nombreuses familles israéliennes se joignent chaque vendredi aux familles palestiniennes pour protester contre cette infamie. Il sem-

blerait que les rassemblements se font de plus en plus importants et comprennent un grand nombre de jeunes juifs israéliens. Toujours dans le but de changer la réalité sur le terrain et d'instaurer la souveraineté d'Israël d'une manière permanente, des îlots de deux ou trois immeubles sont construits sporadiquement dans Jérusalem Est pour installer des colons. Ces petites colonies sont reliées entre elles et protégées par l'armée israélienne. Il est aisé alors de voir que l'objectif des Gouvernements israéliens est d'empêcher que Jérusalem Est devienne un jour la capitale d'un État palestinien. Nous avons également pu constater la nouvelle politique concernant les permis pour les résidents de Jérusalem qui restreint encore plus leur liberté de circulation entre Jérusalem et la Cisjordanie.

Israël a beau dépecer la Palestine, entraver le développement d'une économie viable et compétitive en rendant l'économie palestinienne totalement dépendante d'Israël, couper l'accès à l'eau, détruire maisons, infrastructures civiles, exploitations agricoles, promulguer encore plus d'interdits, poursuivre la construction du Mur d'annexion, voler les terres, implanter plus de colonies, arrêter, emprisonner, assassiner femmes, enfants, vieillards, la Palestine et son peuple restent seuls debout et dignes, dépassant les errements de leurs dirigeants. L'État d'Israël, avec le monde politique à ses côtés, a perdu sa dignité, ses valeurs morales et son humanité. Israël a perdu la raison mais il est peut-être encore temps qu'il inverse sa politique destructrice avant de perdre son avenir.

*Caroline et Nathan Finkelstein  
Tannay - 25 juin 2010*

# Message d'une mère de Gaza : « Nous étreignons l'espoir »

Par Suma Baroud

*« Sans l'espoir, il n'y aurait que le bruit des bombes, la poussière des décombres, et des images d'horreur et de douleur. Nous méritons mieux que cela et nous ne cesserons notre combat que lorsque notre terre et notre peuple seront libres ».*

Le siège israélien sur Gaza qui avait pour objectif de nous affaiblir, nous a rendu en réalité plus forts. Il devait briser notre volonté, il a renforcé notre détermination, Il voulait nous humilier, mais il nous a rendus encore plus fiers.

En fait, la bêtise d'Israël et son arrogance même ont tonifié notre cause dans la conscience du monde, comme si la Nakba était arrivée tout juste hier. La fatuité d'Israël a aveuglé ses dirigeants qui ne savent pas lire notre histoire et en tirer des leçons ; car s'ils l'avaient lue, ils y auraient découvert la simple vérité : 62 ans ont passé depuis la Nakba, et pourtant, chaque jour, notre détermination grandit d'un jour de plus de résistance, comme grandit la solidarité que nous avons recueillie partout dans le monde.

C'est une erreur de dire que la bande de Gaza subit un siège depuis près de quatre ans, pour un siège prolongé qui est imposé

à toute la Palestine y compris Gaza depuis 62 ans. Pourtant nous avons survécu et grandi, toujours plus déterminés, d'autant plus que nos amis et partisans se sont levés et continuent de se tenir à nos côtés. Grâce à leur solidarité notre ténacité n'a pas faibli pendant des générations.

Ici à Gaza, nous avons été encouragés par des millions de personnes dans le monde qui sont descendues dans la rue pour nous soutenir et protester devant la brutalité de nos bourreaux et s'opposer à une guerre gratuite contre une population largement sans défense. De quelle plus grande preuve aurions-nous besoin que ces milliers de militants, de toutes nationalités et confessions qui traversent les mers et les continents pour venir à notre secours ? Certains d'entre eux ont été assassinés dans la violence, ayant pour conviction que le siège doit être levé et la Palestine libre.

Nos cœurs saignent et nos yeux pleurent pour ceux qui ont été tués en pleine mer et qui jamais plus ne rallieront le sol de la Palestine. Ils ont touchés nos cœurs et vivront dans notre mémoire à jamais.

Ma fille a eu la chance de pouvoir voler un moment de paix grâce à un voyage de

quinze jours aux Etats-Unis rendu possible par une ONG. Elle emportait avec elle les images de corps déchiquetés, de maisons explosées, d'arbres déracinés, tout ce qui lui vole son enfance et ces deux semaines de répit à la rencontre de toute cette solidarité, furent une joie qu'elle nous a retransmise à son retour. La crainte était que la comparaison entre la liberté infinie de l'Amérique et la prison de Gaza ne l'écrase. Mais elle est rentrée avec toute la détermination du monde et son obstination pour que le droit de vivre libre à Gaza soit le même qu'en Amérique. Elle demeure plus que jamais fière de son identité palestinienne, de ses racines, de sa foi et de son histoire. Son voyage a donné à ma fille davantage d'espoir, a élargi son horizon et son imagination, mais elle reste Palestinienne inflexible de Gaza.

Un jour la Palestine et Gaza seront libres et jusqu'à ce jour nous nous tiendrons ici, aux yeux du monde, exigeant notre humanité, nos droits, notre liberté ; nous continuerons d'êtreindre l'espoir parce que sans lui, il n'y aurait plus que le bruit des bombes, la poussière des décombres, et des images d'horreur et de douleur. Nous méritons plus que cela et nous ne cesserons notre combat que lorsque notre terre et notre peuple seront libres.

*Ce texte est une version révisée et traduite d'un discours prévu pour être prononcé lors d'une initiative de l'UNRWA à Gaza, refusé par l'ONU parce que « trop politique ».*

*Madame Suma Baroud est médecin à Gaza et mère de six enfants et sœur de l'écrivain Ramzy Baroud.*

*Source : [www.info-palestine.net](http://www.info-palestine.net)*

# Entrée à Gaza sur le vif

*Nous publions ci-dessous les derniers paragraphes de l'article de notre amie Céline Joss « Entrée à Gaza », dont un incident technique l'avait amputé dans le numéro précédent (ELL 21). L'article entier peut être téléchargé sur notre site ([www.cu-pvd.ch](http://www.cu-pvd.ch)) à la rubrique « publications ». Avec nos excuses à Céline et à nos lecteurs et lectrices. La rédaction.*

## **Mercredi 17 mars: Poésie et étoiles**

Dans le cadre du « Printemps des Poètes », cinq poètes de Gaza lisent leurs textes ou textes issus de la poésie palestinienne ou arabe dans le jardin fleuri du Centre Culturel Français. Ensuite, nous montons sur le toit pour observer les étoiles avec l'astrophysicien Suleiman Baraka et le premier télescope des Territoires Palestiniens. Malheureusement, le ciel est couvert et aucune étoile n'est visible. La soirée est belle avec la vie qui transpire dans les mots et la poésie plus forte que la violence.

## **Judi 18 mars: Visite de Catherine Ashton**

Visite de la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. (Je n'ai pas assisté à la visite de Ban Ki Moon le 21 mars). L'occasion pour moi de prendre de bonnes photos à Erez en attendant son arrivée.

## **Dimanche 21 mars: Fête de la Francophonie et Fête des Mères**

Les étudiants de français (écoles, collèges, universités ou Centre Culturel Français) proposent sketches, chansons, pièces de théâtres, spectacles et poèmes. Les thèmes tournent autour de l'enfermement, de la guerre alors l'interprétation de « Savez-vous plantez les choux » ou « Scions, scions du bois » offre une

légèreté bienvenue.

## **Mardi 23 mars: Crise de l'eau**

Suite à la journée mondiale de l'eau (22 mars): reportage sur la crise de l'eau à Gaza. Situation catastrophique tant au niveau de la qualité que de la quantité. En raison de la surpopulation, du manque de pluie et du blocus israélien et égyptien, les habitants n'ont pas d'accès régulier à l'eau ou ont accès à de l'eau contaminée. L'ONU estime que 90-95% de l'eau de l'aquifère est polluée, que les taux de nitrates excèdent de deux à huit fois la limite recommandée par l'OMS, que les maladies rénales et autres infections liées à la qualité de l'eau sont en nette augmentation. Signalons aussi que la dernière offensive a délibérément détruit de nombreuses sources, réseaux d'eau, centrale de traitement des eaux usées et que toute reconstruction est impossible en raison du siège qui dure depuis plus de 1000 jours.

Si je suis satisfaite de cette nouvelle activité qui me permet de voir la vraie Gaza sous différents angles, ce n'est vraiment pas tous les jours évidents...L'actualité n'est guère réjouissante et c'est difficile de côtoyer tous ces gens dont les vies et les rêves se heurtent à des murs...

Les possibilités de se changer vraiment les idées sont rares et je réalise ici la richesse et la diversité des loisirs que nous avons en Suisse...Alors, je me raccroche aux petits plaisirs de la vie comme ces fraises cueillies ce 23 mars lors du reportage sur l'eau...Un peu de douceur au cœur du désastre et une touche sucrée pour terminer ce courriel.

*Salutations ensoleillées, Céline  
Céline Joss, Gaza-City, Palestine*

## Salam Fayyad est-il l'homme de la situation ?

*Nathan J. Brown est professeur de Science politiques et des Affaires internationales à l'Université George Washington. Ses œuvres sont particulièrement orientées vers la politique palestinienne, l'état de droit et le constitutionnalisme dans le monde arabe. Il s'est récemment rendu en Cisjordanie et nous livre ses impressions et ses doutes sur la gouvernance de Salam Fayyad, Premier Ministre de l'Autorité palestinienne.*

En résumé, il estime que les Etats Unis n'arrivent pas, encore une fois, à faire une distinction entre le soutien à un individu exceptionnel et une politique saine et stable. Tout en reconnaissant les qualités personnelles indéniables de Salam Fayyad et ses efforts pour établir un Etat palestinien de plein droit, il constate que les progrès vers cet objectif sont pratiquement inexistant. La faute n'en est pas entièrement au premier ministre qui n'a pas toutes les cartes en main et qui évolue dans un contexte particulièrement difficile. Il semblerait, d'après lui, que le Gouvernement Fayyad serait en train de contourner la démocratie et d'instaurer un certain autoritarisme. Le Fatah est très divisé et un fait récent démontre comment des chefs de partis ne pouvant pas s'organiser à temps ont forcé

le cabinet de Fayyad à annuler des élections locales. La croissance économique ne peut se développer qu'avec la création de nouvelles institutions et même si le premier ministre a renforcé des entreprises existantes et les a rendues moins corrompues, il n'y en a pas de nouvelles et la société civile palestinienne montre des signes de déclin. La popularité de Fayyad ne faiblit pas, au contraire. Cependant, il n'a toujours pas de programme politique organisé et les Palestiniens se montrent de plus en plus cyniques quant à des perspectives de développement à long-terme. En bref, Nathan Brown n'est pas optimiste ; un Etat palestinien viable n'est pas pour demain.

Mais tout bien considéré et dans un tel contexte d'occupation, à qui la faute ?!

*Caroline Finkelstein*

*Article complet de Nathan J. Brown:  
[http://www.carnegieendowment.org/files/palestinian\\_state1.pdf](http://www.carnegieendowment.org/files/palestinian_state1.pdf)*

# Les intentions non déclarées d'Israël à l'égard de la Palestine

*Article du Dr Hicham Mourad publié le vendredi 16 juillet 2010 dans al Ahram*

Alors que le président Barack Obama accueillait à la Maison Blanche le premier ministre Benjamin Netanyahu pour débloquer un processus de paix moribond, l'organisation israélienne des droits de l'homme B'Tselem a fait des révélations accablantes pour l'Etat hébreu, montrant ses vraies intentions quant à la solution des deux Etats, souhaitée par la communauté internationale.

Contrairement aux idées répandues, le rapport de B'Tselem souligne que les colonies juives contrôlent plus de 42 % de la superficie de la Cisjordanie. Bien que les zones construites de ces colonies ne couvrent que 1 % seulement de ce territoire, appelé à former le cœur du futur Etat palestinien, les colons se sont emparés de terres palestiniennes bien au-delà des périmètres immédiats des colonies. C'est ainsi que les limites administratives des colonies sont dix fois plus larges que les zones construites. En outre, 21 % des terres sur lesquelles les colonies ont été construites sont des terrains privés appartenant à des Palestiniens.

Les principales méthodes qu'Israël utilise pour « voler » les terres palestiniennes sont connues : la déclaration du terrain ou son enregistrement comme terre de l'Etat, sa réquisition pour des raisons militaires, et l'expropriation pour intérêt public. Le moyen le plus répandu et le plus facile est de déclarer une large portion de terre appartenant à l'Etat. C'est ainsi que 20 % de la Cisjordanie ont été déclarées terres d'Etat. Le gouvernement a également réquisitionné des terres privées palestiniennes sous prétexte des besoins de sécurité. Conformément au droit international, l'autorité militaire ne peut attribuer ces terres à une tierce partie et doit les rendre à la fin de l'occupation. Or, l'armée israélienne a réquisitionné quelque 31 km<sup>2</sup> et les a cédés à 42 colonies depuis 1967. Le gouvernement a aussi « dérobé » des terres

privées palestiniennes, en élargissant la compétence juridictionnelle de 92 colonies. Les nouvelles limites municipales des colonies empiétaient ainsi sur des terres appartenant à des Palestiniens. Ces terres sont désormais sous le contrôle effectif des colonies puisque les propriétaires palestiniens ne sont plus autorisés à y accéder.

Toutes ces mesures violent non seulement le droit international mais aussi les engagements pris par Israël dans la feuille de route de 2003, selon laquelle Israël a promis de geler les activités de colonisation. Depuis 2004, toutefois, en raison de la construction extensive dans les colonies et les incitations généreuses qu'Israël offre aux colons, la population des colonies (en excluant celle de Jérusalem-Est) a augmenté de 28 % à la fin 2009. En conséquence, la croissance annuelle de la population des colonies a été trois fois supérieure à la croissance naturelle à l'intérieur d'Israël : 5 contre 1,8 %. Le nombre des colons a également triplé depuis 1993, date des accords d'Oslo, passant de 110.000 à 301.200. *[auxquels il convient d'ajouter les 200.000 colons de Jérusalem-Est occupée – ndlr]*

Dans ces conditions, qui pourrait encore croire en la foi d'Israël dans une solution basée sur l'établissement d'un Etat palestinien vivant côte à côte avec l'Etat juif ? Celui-ci ne fait-il pas tout pour, au contraire, grignoter les terres et ruiner toute chance de créer un Etat palestinien viable, compromettant par la même toute solution pacifique durable ?

*Publié par al Ahram hebdo en français:  
<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahra...>*

# ACTIVITÉS

## Bateau suisse pour Gaza

### **D**éjà plus de 400 inscrits en Suisse

Un bateau suisse se joindra à une vingtaine de navires européens qui devraient bientôt partir pour Gaza. Vers la fin de l'été ou au début de l'automne. Le délai a été repoussé à cause de la cascade d'inscriptions au niveau européen. Quelque 10'000 personnes souhaitent y participer. En Suisse, des dizaines de personnalités sont partantes. Et 200 organisations soutiennent l'initiative.

Cette opération humanitaire se prépare à Genève avec l'ONG pro-palestinienne « Droit pour tous » et l'organisation européenne « Save Gaza ».

Soutenus par Ueli Leuenberger, le président des Verts, le popiste vaudois Josef Zisyadis et le socialiste genevois Carlo Sommaruga, les organisateurs s'emploient à financer une opération devisée à 500'000 francs. Transportant du matériel médical, le bateau helvétique, à bord duquel le chanteur Michel Bühler embarquera, partira de Grèce, de Turquie ou d'Italie.

A l'origine du projet, Anouar Gharbi, 45 ans, un Suisse d'origine tunisienne. Militant de la cause palestinienne, musulman pratiquant et ami proche de l'universitaire Tariq Ramadan, il préside l'association genevoise « Droit pour tous ». Il est aussi l'un des trois coor-

dinateurs internationaux de la « Campagne européenne pour la fin du siège à Gaza », à l'origine de la récente « Flottille de la liberté ».

### **250'000 francs à trouver**

Les organisateurs entendent autofinancer le projet avec des fonds exclusivement suisses. « Les soutiens proviennent de particuliers, de mécènes privés, d'ONG et de collectivités publiques », expliquent Anouar Garbi et Ender Demirtas, organisateur et coordinateur de la flottille helvétique. Mais l'opération étant d'envergure européenne, voire au-delà, d'autres sources de financement ne sont pas exclues, venant notamment de pays sensibles à la cause palestinienne: la Turquie, le Liban et le Venezuela d'Hugo Chávez.

Des promesses de dons doivent encore se concrétiser. Une manifestation de soutien a eu lieu le 4 juillet dernier à Zurich et a réuni de nombreuses personnalités.

*Les dons en faveur du bateau suisse pour Gaza peuvent être versés au compte postal de l'association « Droit pour Tous », 15 rue des Savoises, 1205 Genève, ccp 17-770288-0, mention « bateau ». Pour plus d'information ou pour vous inscrire, voyez le site de l'association: [www.droitpourtous.ch](http://www.droitpourtous.ch)*



**Un bateau pour**  
**A ship for / Ein boot für**

**GAZA GAZA**

**de la Suisse**  
**from Switzerland / aus der Schweiz**

**VOTRE PARTICIPATION FINANCIÈRE EST LA BIENVENUE**

Your financial contribution is most welcome /  
Ihre finanzielle Beteiligung ist willkommen

**CCP 17-770288-0**

**mention "bateau"**

**Indicate "ship" / Referenz "Boot"**

# Manifestations

**Au début juin, de nombreuses manifestations après l'attaque meurtrière contre la flottille de la liberté, par l'armée israélienne**



manifestations ont eu lieu à Genève, Zürich, Bâle, Berne et Lausanne. A Genève, les manifestations ont eu lieu tous les jours devant le Palais des Nations pour dénoncer l'assaut meurtrier et le blocus du territoire depuis 2007. Le 6 juin, à la Place Neuve plus d'un millier de personnes ont dénoncé les agissements israéliens et la prison à ciel ouvert qu'est devenue Gaza. A Lausanne, une manifestation regroupant plus de 300 personnes, organisée par le Collectif Urgence Palestine - Vaud et des partis de gauche, a défilé dans les rues pour s'opposer à l'impunité d'Israël.

L'acte de guerre de l'armée israélienne contre la Flottille de la Liberté a suscité une indignation internationale contre Israël. La diffusion d'images de ces commandos hélicoptérés attaquant à l'arme automatique, dans les eaux internationales, un convoi humanitaire chargé de 10 000 tonnes d'aides à destination de la population de Gaza a suscité une réelle colère dans le monde entier. En Suisse, de nombreuses



## **Aisheen – Chroniques de Gaza (Still Alive in Gaza)** de **Nicolas Wadimoff**, documentaire

**A**isheen est une expression qui signifie « toujours vivant » en arabe.

La caméra balaye longuement un paysage lunaire où tout a été détruit. A perte de vue, c'est un enchevêtrement de ruines et de métaux calcinés, un anéantissement dont on prend la mesure et qui empêche de respirer. Pour accompagner ce long et terrifiant travelling, un rap palestinien du groupe Darg Team bat la mesure : « On restera là pour reconstruire. »

« Toujours vivant », après la guerre apocalyptique qui, du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009, a ramené Gaza à l'âge de pierre, s'entend comme un véritable défi à la brutalité israélienne : plus de 1'300 morts et des milliers de blessés après un encerclement par air, par mer, par terre et un déferlement de bombes au phosphore qui ont pulvérisé l'étroite bande de terre, un des espaces les plus densément peuplés au monde.

Trois semaines après le cessez-le-feu, Nicolas Wadimoff a pu se rendre à Gaza avec Béatrice Guelpa [1], journaliste et écrivaine, et filmer pendant quinze jours, du nord au sud. Il connaissait le Gaza d'avant la destruction, et d'avant son contrôle par

le Hamas, et a refait le chemin en sachant où il mettait les pieds, poussé par le désir d'aller vers les gens et de donner à entendre leur voix collective et singulière. Martyrisés mais tenaces, les habitants sont toujours là, toujours vivants et accrochés à leur terre.

A Jabalia, une vieille femme ramasse méthodiquement des petits bouts de plastique sur le terrain totalement rasé où se dressait autrefois sa maison. Elle semble vouloir recoller les morceaux de sa propre histoire.

Plus loin un paysan ne se remet pas de l'arrachage de ses oliviers qui avaient plus de 650 ans. Le saccage l'a figé. Il tente de recomposer sa mémoire et de passer le relais à ses propres enfants mais jette : « Je ne sais pas par où recommencer notre vie. »

La vie à Gaza, le réalisateur a voulu la débusquer partout comme un fil rouge et un antidote à la dévastation. Comme une grammaire pour déchiffrer et lire des images prises d'abord pour témoigner et rendre compte. Pour exorciser la violence et la mort, il cherche à montrer la solidarité, l'espoir et le désir de vivre des Gazaouis,

envers et contre tout.

Au poste-frontière de Rafah, c'est la cohue. Les malades doivent patienter à la frontière égyptienne qui reste désespérément close. Tout l'approvisionnement de Gaza passe par les tunnels dissimulés, et l'agitation y est permanente.

Sur la plage, les pêcheurs tournent en rond à même le sable. Ils ne peuvent plus partir en mer et ramener du poisson, ils ne sont pas autorisés à aller plus loin qu'à deux kilomètres, sinon les Israéliens leur tirent dessus.

La majorité de la population vit sans électricité et sans eau courante. Tout manque cruellement. Devant un bureau de l'UNWRA, des gens piétinent pour tenter de recevoir un peu de nourriture. Ailleurs, ils font la queue pendant des jours et des jours pour avoir du gaz. Lorsque l'approvisionnement arrive, nombre d'entre eux auront attendu pour rien. La population était déjà asphyxiée par le blocus [2]. Il lui faut maintenant continuer à vivre dans les décombres et les cauchemars, tenter de se relever du chaos que les bombardements ont irrémédiablement infligé à la géographie et aux âmes.

Un groupe d'adolescents voient leurs vies se consumer : « On désespère même d'avoir des rêves. » On comprend alors très bien comment les Israéliens, avec leur politique de la terre brûlée, fabriquent des générations prêtes à mourir en martyrs. « Si l'être humain perd l'espoir, il perd la vie. »

Pour ne pas perdre l'espoir, dans une école, des enfants jouent à des « jeux de rôle »

et tentent de dépasser les terreurs et les traumatismes de la guerre. L'un d'eux endosse le personnage d'un père de famille qui a perdu tous les siens. Tous les autres enfants viennent le reconforter : « Nous sommes avec toi. » Cette adresse à la fois fragile et déterminée est captée comme quelque chose d'essentiel, qui se renouvelle maintes fois dans le déroulement du film et lui donne sa boussole : attraper un signe de vie, de rébellion, de résistance pour conjurer un désastre irréprésentable.

Pour le réalisateur, l'espoir est aussi incarné par le groupe de rap Darg Team, sept musiciens âgés de 18 à 25 ans, qu'il suit longuement dans leurs répétitions et lors d'un enregistrement à la radio qui souligne les difficultés à faire exister une musique passant pour « occidentalisation » dans une société que l'asphyxie rend de plus en plus conservatrice, mais qu'ils ne veulent pas renoncer à changer : « Pas besoin d'aide mais de liberté. » Cette évolution de la société est le second propos du film. Elle est aussi soulignée par Majeda, qui dirige une association pour la libre pensée et la culture à Khan Younis, et analyse : « On a gagné un espace géographique [après le retrait israélien] mais l'espace intellectuel se rétrécit. » Le rôle du Hamas est seulement évoqué (sans que l'on sache si c'était l'une des conditions du tournage, et surtout des projections que l'auteur escomptait, et a pu, organiser dans la bande de Gaza), mais restitué néanmoins dans une certaine complexité, dans une mise en relation dialectique avec la situation politique destinée à nous interroger.

Nicolas Wadimoff a aussi longuement filmé le zoo de Rafah. Les animaux captifs

et affamés nous renvoient étrangement et inconfortablement à une métaphore des Gazaouis pris au piège.

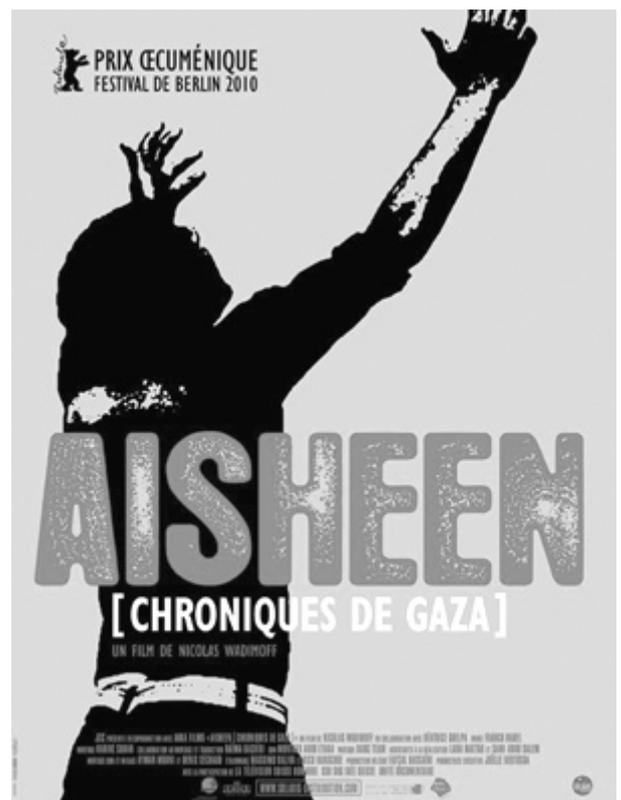
*Nicolas Wadimoff est né en 1964 à Genève. Réalisateur pour des magazines d'information, il a tourné en Libye, en Algérie, en Palestine et en Israël, au Yémen, au Rwanda, au Chiapas... Il réalise un premier long-métrage de fiction en 1996, Clandestins. Il monte ensuite sa propre société de production, Caravan prod., puis Akka Films, en 2003, et se consacre plus spécifiquement à son activité d'auteur-réalisateur. Sur le conflit israélo-palestinien, il crée L'Accord, en 2005, où il raconte les coulisses de l'initiative de Genève.*

## Notes

[1] Auteure de *Gaza debout face à la mer – Le Défi de Jawdat Khoudary*, Zoé, Genève, 2009.

[2] La communauté internationale a coupé son aide financière aux territoires palestiniens en février 2006, à la suite de la formation d'un gouvernement du Hamas. Elle a repris seulement pour la Cisjordanie et pour l'Autorité.

Article du lundi 24 mai 2010, par Marina Da Silva,  
tiré du Monde Diplomatique  
<http://blog.mondediplo.net/2010-05-24-Gaza-la-vie-dans-les-decombres>



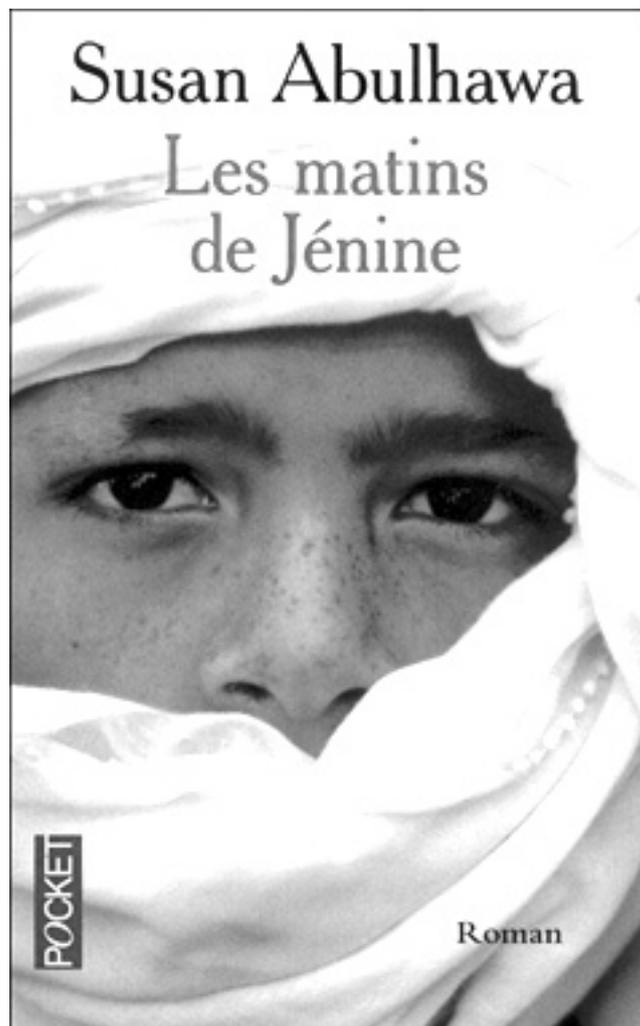
# Les Matins de Jénine

de Susan Abulhawa

C'est un roman, autrement dit une fiction mais dont le contexte historique est strictement préservé. Une jeune femme revient sur sa vie et nous conte ses jours heureux dans un petit village champêtre de Palestine jusqu'à la tragédie de la Nakba, lors de la création de l'Etat d'Israël en 1948. Son monde est alors bouleversé. Sa famille est déchirée, arrachée à sa terre par les factions armées israéliennes et obligée de s'enfuir pour ensuite vivre dans un camp de réfugiés. La colère de l'auteur est à tout moment perceptible mais aussi sa grande tendresse quand elle nous décrit un monde d'horreur mais aussi d'humanité où l'amour et la haine se côtoient constamment. Le lecteur suit

avec la même colère et la même tendresse les tribulations de cette famille dont la ressemblance réelle avec le drame d'un grand nombre de familles palestiniennes nous met le cœur à l'envers.

Récit magnifique ; à lire absolument.



## Hommages

**L**e 31 mai dernier Israël arraisonnait une flottille humanitaire pacifique qui destinait du matériel humanitaire à la bande de Gaza. Nous avons tous suivi ces événements et chacun aura pu juger l'attitude mortifère de l'armée israélienne à l'égard de ces humanitaires dont neuf furent des victimes dont le seul crime fut de tenter de lever le siège de

Gaza imposé par Israël à l'encontre de toutes les lois internationales et humanitaires. Il nous a semblé important de marquer leur courage et leur ténacité au travers de cette modeste galerie de portraits afin de leur rendre hommage et que leur souvenir justifie davantage notre combat de militant pour la cause palestinienne.



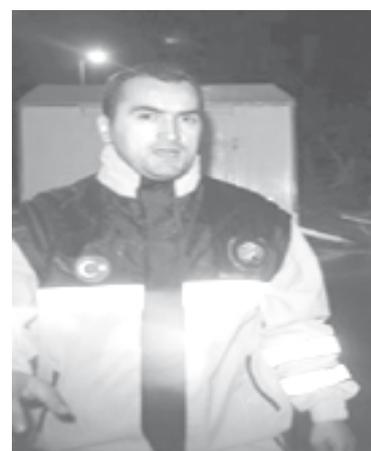
Ibrahim Bilgen , 61 ans, ingénieur en électricité à Siirt, marié, 6 enfants.



Cedvet Kiliçlar, 38 ans, journaliste à Kaygui, marié, 2 enfants.



Ali Haydan Bergi, 39 ans, de Diyarbakir Diplômé de l'université Al-Azhar, marié, 4 enfants.



Necdet Yildirim, 32 ans, de Mataze, marié, une fillette de 3 ans.



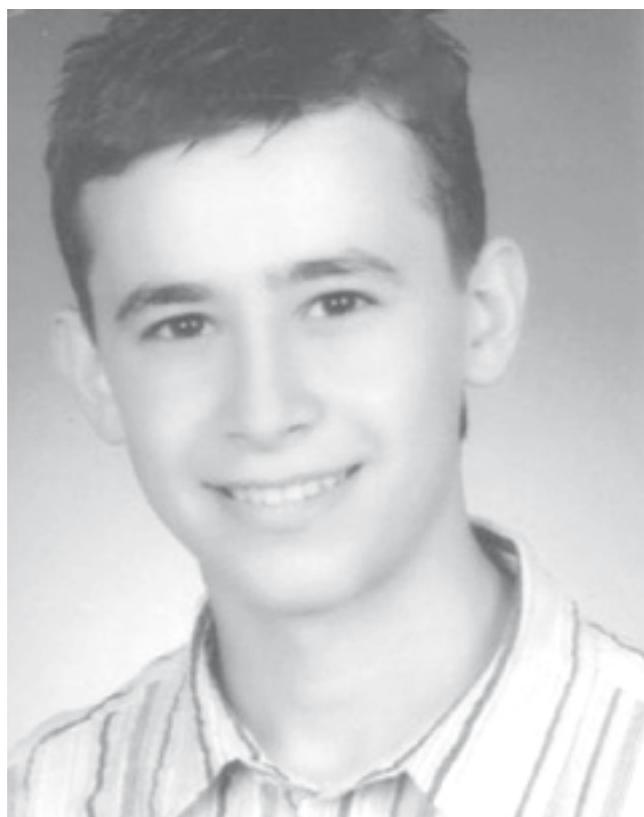
Cetin Topcuoglu, 54 ans, d'Adana, Entraîneur de l'équipe nationale de Taekwando, marié, 1 enfant.



Fahri Yaldiz, 43 ans, pompier et employé municipal à Adiyaman, marié, 4 enfants.



Cengiz Songür, 47 ans, d'Izmir, marié, 7 enfants.



Furkan Dogan, 19 ans, étudiant au lycée de Kayseri, voulait devenir médecin, fils du Dr Ahmet Dogan, professeur de l'université Eziyès, citoyennetés américaine et turque, 2 frère et sœur.



Cenzig Akyüz, 41 ans, d'Iskenderun, marié, 3 enfants.

# CRÉDITS

Entre les Lignes est une publication du Collectif Urgence Palestine - Vaud. Les membres du comité de rédaction d'Entre les Lignes sont des membres du Collectif Urgence Palestine - Vaud. Toutes les personnes créditées ici effectuent leur travail de manière entièrement bénévole. Les articles publiés dans Entre les Lignes sont issus du travail de ces personnes, ainsi que de participations occasionnelles d'autres personnes.

Néanmoins, Entre les Lignes publie parfois des articles parus dans d'autres journaux, en Palestine / Israël et mentionne alors le nom du journal de provenance en début d'article.

## **Comité de rédaction:**

Raymond George, Pierrette Iselin,  
Marie-Ange Méhay-Christophel,  
Caroline Finkelstein

## **Rédaction:**

Raymond George, Pierrette Iselin,  
Marie-Ange Méhay-Christophel,  
Caroline Finkelstein

## **Design:**

Dana Issa

## **Impression:**

Atelier Papyrus, Lausanne  
[www.atelierpapyrus.ch](http://www.atelierpapyrus.ch)

## **Corrections:**

Pierrette Iselin, Caroline Finkelstein

## S'ABONNER

L'abonnement dure une année ou quatre numéros, des retards pouvant survenir. Le montant des abonnements est de 18 francs ou, dans leur formule de soutien, de 40 francs. Les abonnements en euros sont à 18 ou 40 euros. Pour vous abonner, veuillez s'il vous plait remplir le coupon ci-dessous, ou une copie, et l'envoyer au :

**Collectif Urgence Palestine - Vaud**  
**Case postale 5724**  
**1002 Lausanne (Suisse)**

Vous pouvez aussi vous abonner par email à l'adresse :  
**abonnement@cupvd.ch**

Ou via le CCP : **17-393142-3**, en mentionnant clairement, dans la case « motifs » le nombre d'abonnements et/ou s'il s'agit d'abonnements de soutien.

Le Comité de rédaction d'ELL

## INTERNET

Vous trouverez toutes les informations concernant les Collectifs Urgence Palestine de suisse romande sur le site :

<http://www.urgencepalestine.ch>

Vous trouverez des informations plus précises sur le Collectif Urgence Palestine - Vaud et sur Entre Les Lignes sur le site:

<http://www.cupvd.ch>

## COUPON

Nombre d'abonnements:.....	
<input type="checkbox"/> Formule classique <input type="checkbox"/> Formule de soutien <input type="checkbox"/> Madame <input type="checkbox"/> Monsieur	
Nom, Prénom:.....	<i>A envoyer au:</i> <b>Collectif Urgence Palestine</b> <b>Case postale 5724</b> <b>1002 Lausanne (Suisse)</b>
Adresse postale:..... .....	
Adresse email(facultative):.....	